

RIVAROL

N°3423

“Quand les peuples cessent d'estimer, ils cessent d'obéir”

6/5/2020

HEBDOMADAIRE DE L'OPPOSITION NATIONALE ET EUROPÉENNE

Déconfinement le 11 mai mais prolongation de l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 24 juillet !

ON CONNAISSAIT l'état d'urgence pour terrorisme qui a été appliqué sous Hollande en 2015 et 2016. Voici l'état d'urgence sanitaire, indéfiniment prolongé. Le projet de loi du 2 mai 2020 a en effet prorogé l'état d'urgence sanitaire instauré par la loi du 23 mars 2020 pour une durée de deux mois. De même que le confinement, c'est-à-dire l'assignation à résidence de 67 millions de Français et assimilés, a été prolongé plusieurs fois (il y eut d'abord deux semaines, puis encore quinze jours, puis encore un mois complet), les pouvoirs publics prorogent un état d'urgence sanitaire qui leur permet de réduire voire de supprimer de manière drastique des libertés fondamentales. Le déconfinement du 11 mai, si toutefois il a réellement lieu, n'est en rien un retour intégral aux libertés antérieures, notamment celles de circuler et de se rassembler. On ne pourra se déplacer qu'à 100 kilomètres de son domicile (il n'est pas précisé comment cette distance est comptée : s'agit-il de kilomètres linéaires, à vol d'oiseau ou tient-on compte des courbes ?) Toutefois la possibilité de circuler et de se déplacer dépendra de la couleur du département où l'on se trouve et qui est évolutive : s'agit-il d'une zone verte, jaune ou rouge ? On croirait un jeu télévisé interactif ! Il faut parfois se pincer pour s'assurer que ce que l'on vit est réel tellement on nage en plein arbitraire, en pleine folie.

La gestion de cette crise du coronavirus depuis l'origine qui rappelle à bien des égards la débâcle de 1940, à quatre-vingts ans de distance, a été marquée par un amateurisme, une incompétence, une improvisation absolument sidérants et par trop visibles. Rien manifestement n'a été préparé en amont alors même



(Dessin de Chard)

que l'épidémie a commencé en Chine en décembre 2019 et rien non plus n'a été pensé en aval. Certains commerces pourront *a priori* rouvrir le lundi 11 mai mais pas tous. Les salons de coiffure pourront ainsi rouvrir mais pas les restaurants, les cafés et les bars. Pourtant, on voit mal comment respecter la fameuse distanciation sociale quand un coiffeur coupe les cheveux d'un client ou lui fait un shampoing ? En quoi le virus pourrait-il davantage circuler dans un restaurant que dans un salon de coiffure ou dans une école ? Tout cela apparaît vraiment comme la politique de gribouille.

PENDANT plusieurs mois on aura empêché des millions d'entrepreneurs, d'indépendants de travailler, les plaçant dans une situation impossible, précipitant des faillites, alors même que les pays qui n'ont pas pratiqué le confinement total s'en tirent plutôt mieux, à en juger par les chiffres des victimes aux Pays-Bas, en Suède, au Japon, à Singapour ou à Formose. Pire encore, on a empêché des personnes âgées ou/et malades de recevoir des visites, de voir leur famille, en Ehpad, à l'hôpital

(on a même refoulé des prêtres venus apporter les derniers sacrements, nous en avons des témoignages précis et accablants !) au détriment de toute humanité, de tout bon sens. On prétend veiller à la santé des Français, lutter contre un virus mais en plaçant des personnes déjà fragiles ou dépendantes à l'isolement complet, on contribue à les tuer, à hâter leur disparition ou leur déréliction. On peut d'ailleurs se demander si ce n'est pas ce qui est voulu, entre le tri des patients, la forte utilisation de sédatifs puissants conduisant à la mort et l'isolement total des malades et personnes âgées dans des hôpitaux, des cliniques ou des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes qui sont plus que jamais des mouroirs, des couloirs de la mort.

Dans une de ses interminables allocutions télévisuelles, Macron avait osé dire que si on ne pouvait plus aller voir les personnes hospitalisées ou résidant en Ehpad, toute visite étant strictement interdite, on pouvait toutefois prendre de leurs nouvelles, leur téléphoner. Mais dans bien des cas cela est impossible. Soit parce que les personnes ne sont pas

en état de répondre au téléphone, ou qu'elles n'en ont pas dans leur chambre ou qu'on ne peut arriver à les joindre. Combien de personnes nous ont ainsi dit être sans nouvelles de proches depuis des semaines, sans avoir aucun moyen de communiquer avec eux ? C'est cela, leur société ouverte, leur société du vivre ensemble, du dialogue et de l'ouverture aux autres ! Combien de vieux et de malades seront morts ou atteints d'une dépression profonde ou de démence soudaine parce qu'on les aura laissés complètement seuls, désespérés et désœuvrés ?

LE PRÉSIDENT de la République a affirmé solennellement que rien ne serait plus jamais comme avant. Ce qui n'est pas pour nous rassurer. Car jamais en temps de paix on avait à ce point réduit voire supprimé des libertés fondamentales, la liberté de culte, de circulation, de rassemblement, de manifestation. Et le pire c'est que, au nom de l'urgence sanitaire, les pouvoirs publics ont réussi à obtenir l'assentiment des masses dont la docilité, le grégarisme, le conformisme et la bêtise n'ont sans doute jamais atteint un tel niveau. Désormais ils pourront tout se permettre. Au nom d'une prétendue urgence, climatique, sanitaire, anti-terroriste ou antiraciste, toutes les libertés peuvent être brusquement et durablement foulées au pied. Grâce à la géolocalisation, on procède déjà à un fichage général et sans précédent des citoyens, à ce qu'ils appellent « un traçage des contacts ».

Face à cette entreprise d'asservissement des âmes, de lobotomisation des cerveaux, d'embrigadement des consciences, il faut plus que jamais faire preuve d'esprit critique, démasquer les mensonges et les impostures, les fausses évidences et les contre-vérités, œuvrer à la désintoxication et à la réinformation. RIVAROL avec toute son équipe de rédacteurs est là pour ça ; c'est un contre-poison plus nécessaire que jamais, nous semble-t-il, dans ces temps apocalyptiques et totalitaires.

RIVAROL,

[<jeromebourbon@yahoo.fr>](mailto:jeromebourbon@yahoo.fr)

N°3423 DU 6 MAI 2020

www.rivarol.com

L 14240 - 3423 - F: 4,00 €



DROIT AUX LETTRES

● De Jean-Claude THIALET :

MASQUES : QUESTIONS BÊTES OU MÉCHANTES

Régulièrement, et là j'utilise volontairement un langage enfantin (après tout, je suis à un âge où l'on a tendance à retomber en enfance), je m'entends dire et répéter en substance, pas seulement par mes proches : le masque, ça protège les autres de toi, mais ça ne protège pas toi des autres. A moins que ce ne soit le contraire. Et le mauvais esprit que je suis assurément se demande, à la lumière de toutes les indications et contre-indications politico-médicales (médico-politiques ?) si, au jour "J" du déconfinement, il continuera à sortir de chez lui avec ou sans masque tout en continuant à respecter en bon citoyen les mesures-barrières, ou ne décidera pas de se calfeutrer définitivement chez lui jusqu'à ce que mort s'ensuive à la manière d'Howard Hughes. Atteint moi-même par le syndrome de Diogène, grâce à la parano ambiante largement entretenue par les "scientifiques" relayés par les "Autorités" et la presse tamtam (celle-ci n'a jamais eu autant d'audience !) et qui s'est emparée des esprits moutonniers... Et, pour en terminer avec cette question de masques, après avoir entendu à la Radio⁽¹⁾ des tas d'informations plus ou moins contradictoires⁽²⁾ sur les centaines de millions de masques qui arrivent à grands frais de Chine⁽²⁾ ou d'ailleurs, expédiés par avion, nous dit-on (à moins que ce ne soit à dos de chauve-souris) mais, bizarrement se font attendre jusqu'à fin juin⁽³⁾, et ceux que fabriquent nuit et jour « chez nous » (cocorico !) par centaines de milliers des usines ou des ateliers plus ou moins reconvertis ainsi que des petites mains industrielles. Des masques, jetables (et payables à des prix variables) pour les "étrangers", lavables et réutilisables (voire même gratuits) pour les « *made in France* ». Et je me dis, en voyant la pénurie actuelle de masques⁽³⁾ que, une fois de plus, le Gouvernement, ce que l'on appelle « les Autorités », va arriver sur le marché comme les carabiniers avec ses masques qui auront joué l'Arlésienne pendant des semaines de confinement. Les Françaises et les Français auront déjà toutes et tous leur propre masque, et l'Etat restera avec son stock de masques. Qui se souvient des dizaines de millions de vaccins commandés à la hâte et inutilement par la citoyenne-ministre de la Santé Bachelot Roselyne ? Et qui paiera la note des masques inutilisés ? Des masques qui, si l'on en croit les "experts", risquent de devenir inutilisables au fil des ans ? Une fois de plus les citoyens-contribuables qui — s'ils peuvent connaître un jour la note des masques inutilisés — n'en finiront pas de payer, pendant des générations, celle, astronomique, générée par un confinement général décidé et conduit en dépit du bon sens et décidé — il faudra bien en convenir un jour — FAUTE D'UN NOMBRE SUFFISANT DE MASQUES pour protéger l'ensemble de la population ! Et je ne parle pas des fameux tests dont on nous rebat les oreilles... Il ne suffira pas de réfuter l'exemple de Hong Kong lorsque viendra — si elle vient un jour ! — l'heure de demander des comptes aux responsables, y compris à ceux qui dirigent les "machins" créés par la République pour s'occuper de la Santé publique, et où l'on retrouve souvent à leur tête des gens proches du Pouvoir quand ce n'est pas des Laboratoires, et, dans les Bureaux, d'autres qui se comportent en fonctionnaires zélés mais obéissants... Carrière oblige. Ici, comme partout ailleurs dans l'Administration ! La « meilleure du Monde », comme il se doit !

(1) particulièrement sur RMC où certains journalistes me donnent l'impression de se croire revenus au temps de "Radio-Londres", celui de la guerre — pardon, de la "Résistance" — confinés derrière un micro, chacun chez soi pour certains d'entre eux !

(2) comme d'ailleurs sources satanées virus lui-même.

(3) quand on sait que les personnes qui continuent à œuvrer sur le terrain (y compris les acteurs de la Santé, à la pointe du combat !) ont été généralement obligées d'avoir recours au Système "D" pour obtenir l'indispensable masque, la blouse de protection, les gants, etc. Et que, dans beaucoup de Régions, les Pharmacies en sont encore démunies, on comprend que le Gouvernement n'ose encore rendre son utili-

sation obligatoire alors qu'il a avancé une date pour, disons, le premier jour du déconfinement. On se croirait revenu au temps de la Débâcle ...

● De Jean P. :

DÉCEVANTE DOCILITÉ DES CATHOLIQUES

RIVAROL a raison de s'étonner de la surprenante et décevante docilité des catholiques, y compris de beaucoup de traditionalistes, face aux ordres injustes et exorbitants des pouvoirs publics. L'interdiction ahurissante de tout culte public depuis la mi-mars et pour une durée indéterminée (on parle de la date du mardi 2 juin pour l'éventuelle réouverture des églises au culte public, soit comme par hasard juste après la grande fête de la Pentecôte !) ne semble pas avoir choqué ou scandalisé plus que cela nombre de clercs et de laïcs. Or il s'agit à l'évidence d'une persécution, même si elle est sournoise, insidieuse, vicieuse. Et face à l'extrême docilité de la plupart des catholiques pratiquants, les pouvoirs publics pourront se dire qu'ils pourront aller encore plus loin la prochaine fois dans la suppression de la liberté de culte, dans les mesures vexatoires et discriminatoires puisqu'il n'y a pas de réactions.

Je suis frappé par l'extrême légalisme non seulement du clergé conciliaire (mais cela pour le coup n'est pas vraiment une surprise) mais aussi, et c'est beaucoup plus inquiétant, par le manque de réactivité, de fermeté, de courage et, disons-le, de foi, d'une grande partie des traditionalistes (toutes tendances confondues) qui se calfeutrent chez eux et se contentent bien sagement des messes en streaming, de la foi 2.0., du culte virtuel.

On est là à des années-lumière de l'exemple des Vendéens et des Cristeros, des prêtres réfractaires sous la Révolution française qui, eux, risquaient réellement leur vie alors que l'on risque tout au plus aujourd'hui une amende de quelques dizaines d'euros (il suffirait d'ailleurs de faire une collecte discrète et anonyme dans les chapelles traditionalistes pour les personnes ne pouvant s'acquitter de cette somme). Notre foi ne vaut-elle pas 135 euros ? Le respect du précepte dominical, la nécessité de faire ses Pâques, d'assister à la messe pour les deux plus grandes solennités de l'année liturgique, Pâques et la Pentecôte, n'ont-ils donc aucune espèce d'importance ? Le panier de la ménagère est-il plus essentiel que la nourriture de l'âme ?

Cette crise du coronavirus aura été un révélateur grandeur nature. Et franchement il n'y a pas de quoi être fier. Faut-il que notre foi soit faible, ou carrément morte, pour que l'on se comporte ainsi, comme des larves et des sous-hommes !

● De R. DASSY :

ATTENDRE L'HEURE DE DIEU

Dans une Lettre Pastorale annonçant l'élection de Léon XIII, le Cardinal Pie déclarait le 21 février 1878 : « *La Vacance prolongée de la Chaire Apostolique constitue une des plus grandes épreuves et parfois une des crises les plus aiguës que puisse subir le monde.* » Ce n'est pas le moment pour les Prêtres qui se disent Sédévancantistes de s'arroger des Droits. « *Penser que nous puissions soutenir (l'Eglise) par des remèdes et des procédés de notre invention [...] s'ingérer dans les affaires de l'Eglise, dans ses décisions, vouloir peser sur ses enseignements, sur ses censures [...] c'est commettre le crime d'Oza, c'est s'exposer au terrible châtement dont il fut victime* », disait encore le Cardinal Pie au cours du Carême 1870. Pie VI, dans sa Lettre Apostolique du 10 mars 1791, rappelle qu'Oza fut frappé à mort sur-le-champ pour avoir porté la main à l'Arche, parce qu'il avait usurpé un ministère qui ne lui appartenait pas. Dom Guéranger le rappelle à la Fête de la Chaire de Saint Pierre à Rome : « *Tout Pasteur dont l'autorité n'émane pas du Siège de Rome est un étranger, un intrus.* » Les prêtres, qu'ils soient Sédévancantistes ou FSSPX, qui croient pouvoir maintenir en vie un corps sans tête, sont gravement coupables. Dépourvus de Juridiction, leur ministère est sacrilège, les absolutions qu'ils prononcent dans le Sacrement de la Confession sont invalides. Que faire ? C'est encore le Cardinal Pie qui donne la réponse en 1876 : « *Humainement nous sommes vaincus [...], toute la politique chrétienne, dans ces situations extrêmes, c'est de prier, de persévérer dans la Vérité, et d'attendre l'heure de Dieu.* »

CRÉATION D'UN ABONNEMENT COUPLÉ PAPIER ET NUMÉRIQUE D'UN AN À RIVAROL POUR 150 EUROS

A la suite des demandes d'un certain nombre d'entre vous, nous avons créé un abonnement couplé (papier et numérique) d'un an à RIVAROL pour 150 euros. On peut souscrire à cet abonnement en allant en page accueil du site boutique-rivarol.com et en réglant 150 euros par Paypal. On peut également régler ces 150 euros, si l'on préfère, par virement bancaire ou par chèque à l'ordre des Editions des Tuileries, en précisant bien qu'il s'agit d'une demande d'abonnement couplé papier et numérique. Si vous réglez par chèque ou par virement bancaire, qu'on veuille bien nous donner l'adresse électronique à laquelle vous souhaitez que l'on vous envoie chaque mardi le PDF de RIVAROL. Ecrivez pour ce faire à jeromebourbon@yahoo.fr ou à contact@rivarol.com, ou, à défaut, dites-le nous dans votre courrier postal en écrivant très lisiblement et en majuscules votre adresse électronique.

Le confinement que nous subissons depuis bientôt deux mois et les problèmes récurrents de distribution postale rendent de plus en plus judicieuse la solution consistant à prendre un abonnement couplé d'un an papier et numérique à RIVAROL. Vous êtes sûrs ainsi de recevoir en temps et en heure le dernier numéro paru. L'abonnement papier annuel coûte 125 euros, l'abonnement numérique 80 euros. Disposer pendant un an à la fois du papier et du numérique pour 150 euros (au lieu de 205) nous paraît donc un prix raisonnable. N'hésitez pas à recourir à cette solution si vous disposez d'un ordinateur ou d'une tablette et si vous avez un accès à Internet.

REDRESSEMENT JUDICIAIRE DE PRESSTALIS

Cela permet de contourner les retards parfois catastrophiques dans la distribution du courrier et les fermetures de tel ou tel point de presse, fermetures et faillites qui devraient augmenter avec le redressement judiciaire de Presstalis (l'audience devant le tribunal de commerce de Paris est prévue le mardi 12 mai 2020) qui s'est déclarée le 20 avril en cessation de paiement.

Fort heureusement, conscients de la situation désastreuse à Presstalis, ex-NMPP, depuis déjà de longues années, et du poids exorbitant du Syndicat du Livre CGT organisant des grèves à répétition et disposant de privilèges inouïs (encore un détestable héritage gaullo-communiste de la Libération !), nous avions, dès avril 2012, changé de diffuseur, anticipant les difficultés à venir. Depuis huit ans, nous sommes donc distribués par les MLP, les Messageries Lyonnaises de presse, le seul concurrent de Presstalis pour la distribution de la presse en France. En principe nous ne devrions donc pas être concernés ou pénalisés par le dépôt de bilan de Presstalis, sauf si l'Etat exige des éditeurs des MLP qu'ils financent eux aussi, de manière scandaleuse, le plan social de Presstalis. Les pouvoirs publics avaient déjà, il est vrai, imposé une honteuse péréquation aux éditeurs des MLP pour tenir compte de « *l'héritage historique* » (sic !) de Presstalis, autrement dit pour financer les avantages indus des ouvriers CGT du Syndicat du Livre.

VERS LA FIN DE LA PÉRIODE DE CONFINEMENT

Ce numéro est en principe le dernier de la période de confinement. Espérons donc que les choses rentreront progressivement dans l'ordre dans les jours et les semaines qui viennent. En attendant, nous vous demandons de vous armer de patience et de nous signaler systématiquement tout retard important dans la livraison à votre domicile du journal ou de toute commande que vous avez faite. Nous vous renverrons tout ce que vous n'avez pas reçu. Pour toute question, toute difficulté, tout embarras, n'hésitez pas à nous téléphoner à tout moment au 06-40-87-72-79. Nous sommes à votre disposition.

Signalez aussi une éventuelle interruption de votre abonnement qui peut avoir pour cause le retard dans la distribution et donc dans le traitement du courrier. Il suffit là aussi de nous passer un coup de fil ou de nous adresser un courrier électronique (à contact@rivarol.com ou à jeromebourbon@yahoo.fr) et nous prolongerons immédiatement votre abonnement jusqu'à la réception de votre règlement, même si ce dernier ne nous parvient qu'après la fin du confinement.

Même s'il est bien sûr toujours possible de régler par chèque, il reste actuellement préférable, pour tous ceux qui le peuvent, au moins jusqu'à la fin du confinement, de régler par Paypal ou par virement bancaire pour toute commande. C'est plus rapide et plus sûr. On peut nous régler par Paypal en allant sur notre site boutique-rivarol.com.

PROFITEZ DE CETTE PÉRIODE D'INACTIVITÉ FORCÉE POUR FAIRE CONNAÎTRE RIVAROL AUTOUR DE VOUS !

Comme convenu, nous continuons chaque mardi, et pendant toute la durée du confinement, à mettre en page accueil de notre site rivarol.com, le PDF intégral du nouveau numéro de RIVAROL en consultation gratuite. Il suffit de le télécharger en cliquant sur l'image de la une du journal. En-dessous du numéro de la semaine, on peut également accéder gratuitement aux PDF des numéros précédents ayant paru pendant le confinement, en l'occurrence aux numéros 3417, 3418, 3419, 3420, 3421 et 3422. Ce numéro 3423 daté du mercredi 6 mai 2020 est donc en principe le dernier que nous mettons en consultation gratuite et intégrale en page accueil de notre site. Sauf bien sûr si le confinement était prolongé ou s'il était à nouveau imposé par les pouvoirs publics. Nous renverrons dans le courant de ce mois tous les numéros parus pendant le confinement, en un seul envoi, à tous nos abonnés papier pour être sûrs qu'ils aient bien tout reçu. S'ils ont déjà tous les numéros, ils pourront donner, distribuer, faire connaître autour d'eux les exemplaires supplémentaires envoyés.

N'hésitez pas à nous aider à traverser cette phase très délicate et d'une grande violence pour la presse écrite, en nous faisant des dons, soit par virement bancaire, soit par Paypal en allant sur la page accueil de notre site rivarol.com à la rubrique Faire un don. Nous vous redonnons nos coordonnées bancaires à la Banque postale pour ceux qui préféreraient faire des virements :

IBAN : FR 33 2004 1000 0104 5321 9K02 048. BIC : PSSTFR PPPAR

Par ailleurs, rappelons que nous maintenons partout en France, dans les points de vente habituels, la distribution de RIVAROL. Nous avons même augmenté le tirage habituel pour favoriser sa diffusion. Faites-le découvrir à des proches, de la famille ou des amis qui ont davantage le temps de lire en cette période de confinement. Comme le nombre de périodiques a fortement décliné pendant cette période d'inactivité forcée, tout comme le tirage de la plupart des titres, cela peut être l'occasion de faire découvrir notre hebdomadaire à des personnes qui en ignorent encore l'existence.

De plus, la disparition définitive de l'Action française 2000 depuis le 1er février 2018, de l'hebdomadaire Minute depuis le 5 février 2020, la suspension de la vente en kiosques du quotidien Présent depuis le 25 mars 2020 rendent d'autant plus impérieux et nécessaires le maintien, le développement et la pérennité de l'hebdomadaire de l'opposition nationale et européenne sur une ligne claire, nette et radicale. Un hebdomadaire qui n'a jamais disparu des kiosques depuis sa création en janvier 1951. N'hésitez pas à vous procurer plusieurs exemplaires de RIVAROL afin de le faire connaître autour de vous. Diffusez aussi les vidéos rivaroliennes.

Plus que jamais il nous faut être et durer. Conformément à la belle devise des parachutistes. Et même nous développer et nous renforcer à quelques mois de souffler lors d'un grand banquet parisien nos soixante-dix bougies. *Sursum corda !*

Jérôme BOURBON.

Chronique de la France asservie et... résistante

LA RUE DE RIVOLI, ce grand axe de près de trois kilomètres qui traverse le cœur de Paris d'est en ouest, et longe notamment l'Hôtel de ville et le Louvre, va être interdite aux voitures particulières, au moins le temps de l'épidémie de Covid-19. Anne Hidalgo veut expulser les voitures de cet axe important, une mesure qui pourrait être pérennisée après la fin de l'épidémie. Un axe sera uniquement dédié au vélo, un autre réservé aux bus, taxis, véhicules d'urgence et véhicules des artisans, et interdit aux voitures de particuliers qui, comme le sait Anne Hidalgo, sont affreusement envahissantes et polluantes. Et puis, la capitale risque de se retrouver face à un énorme afflux de voitures dès le 11 mai. Et puis, il n'y aura pas de transports en commun suffisants avec les mesures "barrière" qui seront prises dans les métros.

LE CORONAVIRUS LES REND FOUS

Qu'à cela ne tienne. Hidalgo a trouvé la solution : créer de grandes pistes cyclables, doubler en surface les lignes de métro les plus fréquentées, la 1, la 4 et la 13 par des voies cyclables en surface suivant à peu près le même tracé. Il y aurait ainsi des « lignes de vélo », comme il y a des lignes de métro ! Suggérons à Anne Hidalgo de méditer cette maxime attribuée à Alphonse Allais : « Il faudrait construire les villes à la campagne, l'air y est plus sain ». En attendant, Pierre Chassera, délégué général de l'association 40 millions d'automobilistes réagit sobrement : « C'est une honte, un scandale », estimant que « l'épidémie impose au contraire de redonner de la place à la voiture », en rouvrant une partie des voies sur berges. Les automobilistes parisiens peuvent s'attendre à vivre l'enfer avec le report du trafic vers d'autres zones au risque d'y créer d'énormes bouchons. « Oui, il y aura peut-être de petits reports », concède Ariel Weil, le maire socialiste du 4^e. Décidément, le coronavirus les rend fous...

MADAGASCAR INVENTE UNE TISANE ANTI-CORONAVIRUS

C'est de Madagascar et non de Marseille, du président Andry Rajoelina et non du professeur Raoult, que semble venir le remède miracle contre le coronavirus. Madagascar est un pays certes épargné par le virus, avec 121 cas et 0 décès, il n'en demeure pas moins qu'il est à la pointe de la recherche. Le président de Madagascar, Andry Rajoelina, a exhibé triomphalement, lors d'une cérémonie en grande pompe, une tisane à base de plantes, baptisée Covid-Organics, présentée comme un remède miracle contre le coronavirus, le lundi 20 avril à Antananarivo. La composition de cette potion magique est évidemment confidentielle, pour des raisons bien compréhensibles de protection de la propriété intellectuelle du laboratoire qui l'a "inventée".

On sait cependant que le remède contient de l'artémisia et du ravintsara, deux plantes médicinales. La première est réputée pour ses vertus antipaludiques, la seconde pour soigner les infections respiratoires.

Le Président Andry Rajoelina affirme que cette tisane biologique peut guérir les malades du virus, et que deux d'entre eux l'ont déjà été. Il ne précise certes pas le nombre de personnes testées ni le protocole établi, une habitude, décidément, chez certains "scientifiques", par les temps qui courent. Très fier de lui, il annonce que les demandes concernant ce médicament-miracle affluent du monde entier, du Canada aux Etats-Unis, en passant par l'Europe. Mieux, il a décidé de rendre obligatoire la prise de la décoction par tous les élèves malgaches. Ainsi mercredi 22 avril, pour leur rentrée après plus



(Dessins de Chard)

d'un mois d'interruption, les élèves de 3^e et de terminale se sont fait distribuer cette boisson et ont été obligés de la boire. Des scientifiques malgaches commencent cependant à tousser, à l'image du doyen de la faculté de Médecine de Tamatave, le professeur Stéphane Ralandison, qui manifeste sa désapprobation, encourageant chacun à rester rationnel : « Faute de preuves scientifiques apportées, le médicament risque de porter préjudice à la santé de la population. Il y a des règles universelles à suivre si on veut valider une démarche. C'est dans ce chaos qu'on a besoin de la science menée par des scientifiques ».

L'URINE DE CHAMEAU CONTRE LE CORONAVIRUS

C'est d'Iran que vient aussi la lumière dans la lutte contre le virus. Mehdi Sabili, médecin-prophète islamique, président de la Société de médecine prophétique, a trouvé le traitement permettant de terrasser la bête. Il prescrit tout simplement de boire de l'urine de chameau comme traitement. Mais attention, il convient qu'elle soit fraîchement recueillie et chaude. Beaucoup d'Iraniens ont évidemment explosé de rire face à ces fantaisies. Cela dit, la consommation d'urine de chameau, ainsi que de lait et de viande de chameau, n'est pas rare au Moyen-Orient. Dans certains pays, dont l'Arabie Saoudite, beaucoup pensent que l'urine peut guérir toute une série de maladies. Las, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a averti que plutôt que de guérir le coronavirus, l'urine de chameau était en fait un transmetteur du coronavirus du syndrome respiratoire du Moyen-Orient (MERS-CoV), un virus de la même famille que le coronavirus chinois à l'origine de la pandémie actuelle. Quelle bande de rabats-joie !

Mais les médecins islamiques iraniens semblent eux aussi à la pointe de la recherche contre le virus. Certains de ces scientifiques islamiques ont trouvé le remède : un tampon d'ouate trempé dans de l'huile de violette placé dans l'anus, ou en laissant tomber de l'huile de pastèque amère dans les oreilles et le nez. Original et, qui sait, efficace. La médecine traditionnelle iranienne prône, quant à elle, d'ingurgiter massivement des fruits et des légumes. Cette méthode est tellement prisee que le prix des fruits a augmenté depuis le début de l'épidémie ! Les gens sont d'une inventivité sans limite...

LES DÉLIRES DE COHN-BENDIT

Ceux qui ont vu les images des migrants débarquant à Lampedusa ou dans les îles grecques, se souviennent de ces centaines, de ces milliers de médecins, d'infirmiers, d'aides-soignantes qui sont venus chez nous, prêts à se sacrifier pour le confort et la santé des Eu-

ropéens. Ces images, Cohn-Bendit, qui était l'invité de « C politique » de France 5, les a en tout cas vues. Du coup, il lance un appel vibrant (un appel se doit toujours d'être vibrant), et prend des accents gaullois : « Comme on a régularisé tous les étrangers qui ont participé à la libération de la France, faisons la même chose pour les combattants de la France contre le virus », les « combattants pour la France » étant, on l'aura compris, les migrants venus pour délivrer notre terre du virus. Et Cohn-Bendit de demander la régularisation « d'environ 100 000 sans-papiers qui travaillent en ce moment ». D'accord, mais que font-ils comme travail ? C'est là que cela devient compliqué pour Cohn-Bendit. Il pédale dans la semoule. Sa réponse n'est pas tout à fait claire : « qui travaillent, heu... sur, heu... » Il finit par trouver : « Ils travaillent sur différents petits boulots mais très importants, donc ce serait la moindre des choses d'accélérer leur régularisation ». Quels petits boulots très importants les migrants, à l'exception d'une faible minorité, occuperaient-ils en France ? Le cerveau embrumé de Cohn-Bendit ne l'autorise pas à répondre à cette question...

DU MUGUET VIRTUEL POUR UN PARTI VIRTUEL

La « vente à la sauvette » du muguet, le 1^{er} mai, date du Front Populaire, en 1936, et était réservée au Parti communiste qui en profitait largement pour remplir les caisses de ses structures locales, n'hésitant pas parfois à vendre le brin de muguet à des prix astronomiques. Las, coronavirus oblige, les mesures sanitaires ont suspendu près de quatre-vingts ans de tradition qui rapportait gros. On parle de plus de 500 000 euros de perdus pour le PCF et sans doute bien davantage. Hadrien Bortot, secrétaire de la section communiste du 19^e arrondissement de Paris, constate : « c'est la première fois depuis 1945 que le muguet, tout comme le journal L'Humanité, ne sera pas vendu place des Fêtes ». Rien que dans le Val-de-Marne, le PCF perdra 50 000 euros. Du coup, le PCF va vendre sur son site du « muguet virtuel ». On lit sur le site cet appel plein de poésie : « Derrière ses apparences de petite fleur humble et discrète, le muguet dévoile la fierté d'une fleur pleine de talents ». Apparemment, le PCF n'a plus beaucoup de militants, mais il lui reste des poètes. Et puis, il y a une logique pour un parti virtuel de vendre du muguet virtuel...

BIENTÔT LA PEINE DE MORT POUR SORAL ?

Le BNVCA (Bureau National de Vigilance Contre l'Antisémitisme), relayé urbi et orbi par tout le lobby des Indignés, est entré dans une rage frénétique contre Alain Soral qui, il est vrai, a dépassé toutes les limites du politiquement correct, dénonçant dans une vidéo « obscène », au sujet de la pandémie, le « couillonavirus » et la « Communauté organisée qui tient la France ». « Le délinquant antisémite récidiviste » Soral est accusé d'évoquer « dans cette vidéo manifestement antijuive » un « complot juif contre la France et les Français ». Dans cette « pourriture » (pas moins), le président d'Egalité et Réconciliation est accusé de penser, d'écrire et de dire, que les juifs détiennent la France, « le spectacle, la politique, la médecine, l'économie ». Et ce, « alors que de nombreux citoyens juifs se débattent contre la maladie ». Soral, décidément incor-

rigible, s'est autorisé, éructe le BNVCA, à « citer le gang qui a en charge la médecine d'Etat, Bauer, Lévy, Buzyn, Hirsch, Guedj, Solomon, Jacob qu'il qualifie de "Liste de Schindler" ». Ni plus, ni moins. « Dans son discours antijuif, poursuit l'officine, reprenant les vieux poncifs néo-nazis, il prétend que les juifs "veulent faire du pognon sur le dos des français, affaiblir le peuple français par le nombre de morts" ».

Du coup, le BNVCA, fou de rage, dénonce ce « délinquant antijuif récidiviste qui a déjà fait l'objet de plusieurs plaintes de l'officine et qui a plusieurs fois été condamné par les tribunaux, y compris à des peines de prison ferme mais qu'il n'a jamais effectuées ». Et de déposer une nouvelle plainte contre Soral, et de saisir à cet effet le Procureur de la République, le ministre de la Justice et le Premier Ministre. Et de demander (pardon, de donner l'ordre) au gouvernement de « faire exécuter promptement les décisions des tribunaux et de mettre Soral hors d'état de nuire, en le jetant en prison sans délai, en l'empêchant de diffuser ses insanités antijuives sur la toile. » Il n'a pas encore été question de rétablissement de la peine de mort. Mais ça ne saurait tarder. Après tout, Israël l'avait bien rétablie au profit exclusif d'Adolf Eichmann...

BIG BROTHER VOUS SURVEILLE

De mieux en mieux. La société de contrôle, de surveillance et de répression de chaque individu n'en finit pas de s'installer et de s'étendre. On apprend, il y a quelques jours, que le ministère de l'Intérieur avait passé une commande de 3,6 millions d'euros de gaz lacrymogène. Sans doute en prévision d'une montée exponentielle des mécontentements. Les personnels hospitaliers, qui manquent toujours de masques et de blouses, seront sans doute ravis de l'information. Mais ce n'est pas tout. Le ministère vient de publier un appel d'offres qui s'élève à 3,5 millions d'euros, de 651 drones, certains dotés de capteurs thermiques, destinés peut-être à repérer les malades fiévreux ou bien ceux qui seraient atteints de fièvre protestataire. Il y a, pour 1,8 million d'euros, 565 « micro-drones du quotidien » qui permettront sans doute de mieux suivre les déplacements des délinquants potentiels que nous sommes tous. Et puis, 175 000 euros sont destinés à l'achat de 20 « nano-drones spécialisés » Pour repérer les propos racistes, « homophobes » et surtout antisémites ?

Robert SPIELER.



Michèle Barzach est-elle un monstre ?

Barzach ne m'a jamais posé de questions. Alors que j'étais juste une gamine dont les parents ne s'occupaient pas, sous l'emprise d'un prédateur expérimenté.

Francesca Gee.

Matzneff, ce séducteur impénitent, qui se définit lui-même comme un mélange de Dorian Gray et de Dracula, m'a toujours étonné par son goût extrême de la rigueur et par la densité de sa réflexion. La spontanéité de son jugement, exprimée dans un style limpide, s'allie à une exigence de vérité qui le mène souvent hors des limites considérées comme ordinaires. À sa vie et à son œuvre, il porte la même attention.

François Mitterrand, 1986.

LES PROPOS de Jérôme Bourbon dans ses éditoriaux et sa dernière vidéo sur le confinement qui, bien plus que physique, est avant tout mental, peuvent être infiniment illustrés. Le système médiatico-politique ne parle que de virus et de confinement, de précautions et d'interdictions, de ce qui est bien et de ce qui est mal uniquement à l'aune de ce virus, totem de notre société que les décideurs ne semblent pas près de remplacer. On interdit tout aux Français, mais surtout on les empêche en effet de penser. Il ne sert à rien de se féliciter de l'arrêt soudain de la propagande sur tel ou tel sujet, car nous assistons tout simplement à la mise sous coma artificiel de tous les Français obnubilés par le savon, le gel hydro-alcoolique, le masque aux normes, et les trois couleurs de la carte de France. Savon de Marseille ou Pouss'mousse ? Bicyclette ou voiture ? Café ou tisane ? Chloquin ou rien ? Fièvre ou Doliprane ?

En attendant, et on peut attendre longtemps, on ne s'intéresse pas au prochain déferlement migratoire qui va s'abattre sur le pays (cet été sur les plages désertes du débarquement ?), on ne s'intéresse pas au grand banditisme, à la délinquance, à la violence gratuite, aux dérives sociétales, à la progression de la culture de mort, à la corruption, et aux scandales divers, notamment et surtout à ceux qui éclaboussent un grand nombre de personnalités dans de sordides affaires de pédocriminalité. Pourtant, les choses bougent derrière les énormes *fake news*, grotesques intox servant à délégitimer toute recherche indépendante sur le sujet (nous pensons en particulier à cette nouvelle fantaisiste relayée par nombre de sites qui font dans le complotisme sensationnaliste évoquant la découverte de 100 000 enfants violés dans des souterrains à New York...) aux États-Unis comme dans le reste du monde. En France, les commentateurs dissertent peu en ce moment sur l'affaire Matzneff, et pourtant progresse-t-elle cette affaire. Lentement et sûrement.

L'ENQUÊTE DU NEW YORK TIMES

Pendant l'hiver, nous avons consacré quatre articles sur Gabriel Matzneff, ses méfaits et son réseau (voir les 4 numéros de janvier 2020 de RIVAROL). Le sujet reste brûlant (même si le virus refroidit tout), de nombreuses informations concernant plusieurs milieux, plusieurs cercles "élitistes" se chevauchant, ont été dévoilées ces dernières semaines principalement grâce à l'enquête audacieuse menée par le journaliste du *New York Times* sur cette affaire, Norimitsu Onishi, et par la police contrainte de réagir devant l'émotion suscitée par toutes ces révélations. Le dernier article en date de Norimitsu Onishi publié en anglais et en français dans le quotidien américain fut encore une petite bombe dont l'explosion n'a pas fini de provoquer des remous dans les microcosmes intellectuel et politique de notre pays. Le journaliste états-unien a été contacté après la publication de ses deux premiers articles sur le sujet par

une autre victime de l'écrivain pedomane (répétons d'emblée que Matzneff n'est pas seulement un amateur d'adolescentes mais aussi de garçons prépubères...) hypnotisée par ce dernier en 1973 avec l'aide du propre père de la malheureuse adolescente, Francesca Gee. Madame Gee, aujourd'hui âgée de 61 ans, n'est pas une opportuniste ; elle n'a pas attendu la parution du livre de Vanessa Springora, *Le Consentement*, pour parler du pervers germanopratin. En 2004, 15 ans avant la sortie de ce livre, Francesca Gee avait tenté de faire entendre sa propre histoire. « Elle avait produit un manuscrit qui détaillait sa relation avec Matzneff ». Mais aucun éditeur n'avait accepté le texte, insiste notre journaliste. Albin-Michel a refusé le manuscrit arguant de la puissance de Matzneff et donc de son pouvoir de nuisance. Le patron de l'époque de la maison d'édition, Thierry Pfister, déclarant qu'il n'était alors pas question « de croiser le fer avec cette bande ». Matzneff avait le bras long. Mais il n'y avait pas que Gabriel Matzneff qui était menaçant de par ses relations avec les éditeurs et les journalistes. Dans son journal de l'époque, *Elie et Phaéton*, Matzneff rapporte que la gynécologue, le Docteur Michèle Barzach, n'a « à aucun moment cru devoir faire la morale à ce monsieur de trente-sept ans et à sa maîtresse de quinze ». Mme Gee affirme auprès du *New York Times* avoir consulté le Dr Barzach une demi-douzaine de fois en trois ans, toujours en compagnie de Matzneff.

« Il l'appelle pour prendre rendez-vous, et on y va », se souvient-elle. « Il est dans la salle d'attente pendant la consultation. Puis il entre, ils discutent et il la règle ».

LA DÉONTOLOGIE DE MICHÈLE BARZACH

Après avoir lu tous les journaux de Gabriel Matzneff, Norimitsu Onishi a la certitude que Michèle Barzach fut durant de nombreuses années la gynécologue chez qui il emmena des jeunes mineures pour obtenir, dit-il, les fameuses pilules contraceptives. Barzach, qui fut ministre de la Santé dans le gouvernement Chirac de 1986-1988 sous le premier septennat de François Mitterrand avant de devenir responsable de l'UNICEF-France puis cadre à l'OMS et qui aujourd'hui soutient aux côtés de Philippe Douste-Blazy le docteur iconoclaste Didier Raoult, dit assumer les faits, à savoir ces prescriptions répétées (et à l'époque illégales) de pilules pour des adolescentes manipulées par Gabriel Matzneff. Michèle Barzach a été entendue le 2 mars par l'Office central pour la répression des violences aux personnes (OCRVP) dans le cadre de l'affaire, nous apprenait *Le Monde* la semaine dernière seulement.

Francesca Gee a été reçue par l'un des enquêteurs chargés de l'enquête sur Gabriel Matzneff et le policier aurait décrit sa relation avec lui comme « une prise d'otage ». Un entretien de 5 heures qui aura permis à madame Gee de parler en détails du rôle joué par Michèle Barzach dans la carrière perverse de Matzneff et de son réseau. Une question nous vient alors à l'esprit : la sorcière Barzach n'aurait-elle pas, durant sa carrière de gynécologue, arrangé les affaires d'autres individus de l'acabit de Matzneff ? Barzach, la gentille libérale, auscultait la gamine sans jamais la questionner sur les relations qu'elle entretenait réellement avec le satyre (alors qu'elle se présente aussi comme psychologue...) mais simplement en la traitant comme un vétérinaire n'oserait traiter une génisse, avec de la chimie... et on ne sait quoi. Elle faisait preuve d'un épouvantable sang-froid dans ses basses œuvres, non ? Cela nous interpelle. Quand bien même Matzneff aurait été son seul client prédateur que l'attitude de Barzach resterait énigmatique ou stupéfiante. Elle relève d'une évidente complicité du pouvoir politique et "culturel" avec ces criminels. Dans le papier du *New York Times* et

plus encore dans une interview qu'elle a accordée au journaliste Alain Léauthier pour le magazine *Marianne*, Francesca Gee évoque la "trahison" des éditions Grasset de l'époque, quand, en 2004, après avoir proposé son manuscrit à cette maison d'édition, elle fut emberlificotée par la responsable de l'époque qui la fit tourner en bourrique pendant plus de 6 mois, soufflant le chaud et le froid quant à la qualité littéraire de son texte avant, finalement, de lui faire comprendre qu'il était bon qu'elle laissât tomber son projet. A plusieurs reprises elle lui a fait réécrire le manuscrit, lui faisant miroiter une possible publication (et surtout, enfin, le moyen de crever l'abcès), en vain.

QUI EST CETTE ÉDITRICE QUI MAÎTRISE PARFAITEMENT L'ART DE LA MANIPULATION ?

Cette éditrice qui aura réussi à désespérer Francesca Gee est Martine Boutang. Les lecteurs de mes 4 articles consacrés à l'affaire Matzneff comprendront tout de suite la motivation de cette éditrice. En effet, Martine Boutang, née Martine Ferrand, est l'épouse de feu Pierre-André Boutang mort noyé en 2008 le même jour que le copain pedomane de Matzneff, l'écrivain ignoble Tony Duvert. Or, Pierre-André Boutang, ancien dirigeant d'Arte, était l'un des plus proches amis de Gabriel Matzneff. Et le fils aîné de Pierre Boutang, lui-même un intime de Matzneff qu'il embaucha notamment pour écrire dans *La Nation Française*. Francesca Gee, Norimitsu Onishi et Alain Léauthier ne le savent pas. Matzneff avait le bras long, en effet, et ce bras tenait par le cou Francesca Gee. « Je crois me souvenir que c'est Martine Boutang elle-même qui m'a convoquée dans les bureaux de Grasset, rue des Saints-Pères », dit Francesca Gee dans *Marianne*. Entre juin 2004 et la fin de l'année ou début 2005, il y a eu trois rencontres. A chaque fois, des remarques un peu vagues et confuses mais une conclusion toujours la même : ça n'allait pas, il fallait refaire [...] Il n'y avait rien de vraiment clair ou cohérent dans les remarques, à tel point que, lors de la dernière rencontre, j'ai demandé à Martine Boutang de pouvoir l'enregistrer afin de suivre ses conseils. Le propos était assez contradictoire : d'une part elle me demandait d'améliorer le texte mais m'enjoignait dans le même temps de ne surtout pas solliciter d'autres éditeurs. Et elle me mettait en garde contre un succès à scandale si j'agissais ainsi. [...] En tout cas, si Grasset ne m'avait pas fait miroiter la possibilité d'une publication, je serais allée chercher ailleurs, et j'aurais peut-être fini par trouver. Lors de notre dernière rencontre, Martine Boutang m'a affirmé que je n'arriverai jamais à écrire un livre digne de ce nom sur mon histoire. » Martine Boutang était certainement la mieux placée, la plus motivée, la plus personnellement concernée par cette affaire parmi tous les éditeurs, pour manœuvrer la malheureuse comme elle le fit.

UN AVORTEMENT SOUS LE TAPIS

Nous le voyons, l'affaire Matzneff ne concerne pas un homme seul. Une multitude d'hommes et de femmes ambitieux et sans conscience ont été non seulement proches du prédateurs mais aussi, souvent, des partisans ou des militants de l'ombre de la cause pedomane. Aujourd'hui ni le *New-York Times*, ni *Marianne* n'évoquent un autre manuscrit



qui aurait été envoyé toujours aux éditions Grasset au début des années 1990 selon *Le Parisien* du 10 janvier. Pourtant, à la lumière de nos connaissances d'aujourd'hui, l'information principale de ce texte (le journal ne révèle malheureusement pas le nom de l'auteur de ce manuscrit) est encore une bombe. Dans ce récit, la victime de Gabriel Matzneff écrivait qu'elle était, alors adolescente, tombée enceinte de

l'écrivain et qu'elle avait avorté. Avant 1975, avant la loi Veil. L'avortement aurait par ailleurs rendu stérile la malheureuse, selon *Le Parisien*. Mais qui a avorté cette nième victime ? Quel praticien sans scrupule s'est autorisé à commettre cet acte ? Combien de manuscrits d'anciennes victimes existent-ils réellement, combien de témoignages ont-ils été exprimés depuis 50 ans ? Combien de plaintes passées sous silence ? Oui, de plaintes simplement, oralement exprimées, maladroïtement, sans fioritures, sans ornement artistique, sans qu'elles ne soient tamisées par cette nécessité stylistique qui paraît incontournable ici dans la dénonciation du mal ?

C'est aberrant ! Depuis la sortie de *Consentement* de Vanessa Springora, les policiers (qui sondent les coffres-forts des maisons d'éditions) et les journalistes ne sont qu'à la recherche de manuscrits et de plumes comme si les témoignages des victimes devaient passer des épreuves imposées avant de pouvoir être pris en considération, avant que le fond du récit soit pris en considération par les commentateurs, les critiques et les juges ! Faut-il donc que l'expérience de l'avortement de la victime anonyme soit relatée avec un vocabulaire soutenu ou avec poésie pour que les enquêteurs y prêtent attention ? Faut-il faire preuve d'élégance, peut-être pour taire l'essentiel, pour être lu sous le prisme des media ? Contacté par l'AFP, l'actuel patron des éditions Grasset, Olivier Nora, lui, n'a ni confirmé, ni infirmé l'information du *Parisien* du 10 janvier en arguant qu'il ne disposait pas d'archives des comités de lecture de Grasset des années 1990. Pis, il a mis en garde les journalistes « contre toute interprétation malveillante d'un éventuel refus de cet hypothétique manuscrit ». Olivier Nora qui ose en rajouter : « Je suis quotidiennement dans la situation de refuser des textes, qui n'en sont pas pour autant "censurés". S'il suffisait de se voir refuser une publication pour avoir du talent, cela se saurait. » Propos que nous devons ainsi traduire : le témoignage de cette personne n'existe pas parce que cette personne n'avait pas de talent... Pas de talent, pas de témoignage, pas de crime ! Décidément, aujourd'hui comme hier, le confinement mental, l'aveuglement des uns et des autres, est le meilleur atout des prédateurs. A quoi peut bien servir, à qui peut bien profiter, une « société ouverte » si les tabous, les peurs, et la haine ou le dégoût de la vérité y règnent comme jamais ?

François-Xavier ROCHETTE.

Chard sur la toile

Allez donc vous délecter des caricatures de Chard auxquelles un de ses admirateurs, fervent lecteur de RIVAROL, a consacré un site, très fréquenté :

<<http://dessinsdechard.free.fr>>

Vers une dictature numérique et sanitaire

LA CRISE du coronavirus a été l'occasion pour les différentes branches de l'oligarchie de faire avancer leur projet dictatorial à l'échelle occidentale. Une tyrannie transnationale qui utilise les avancées technologiques, notamment dans les domaines numérique et sanitaire, pour asservir et contrôler les populations.

LE RÔLE DES GAFA

Le 19 mars dernier, dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19, le Comité européen de la protection des données (CEPD), a levé l'interdiction sur l'échange et le traitement des informations personnelles des citoyens membres de l'Union européenne, en indiquant que « le RGPD (Règlement général sur la protection des données) permettait aux autorités sanitaires compétentes de traiter les données personnelles dans le contexte d'une épidémie, conformément au droit national et dans les conditions qui y sont fixées ».

Cyrille Dalmon, chercheur associé à l'Institut Thomas More, remarquait, dans un texte du 2 avril 2020, que d'ores et déjà, en Pologne, les personnes en quarantaine doivent se prendre en photo chez elles pour prouver via une application qu'elles respectent bien le confinement.

L'Italie a également recours à l'utilisation massive de la géolocalisation et du recoupement de données personnelles afin de connaître les personnes qui ont potentiellement été en contact avec des malades.

En France, en plus de la loi d'urgence votée le 23 mars et des vingt-cinq ordonnances adoptées le 25 mars, le comité CARE (Comité Analyse Recherche et Expertise), chargé de conseiller le gouvernement sur le *tracking* afin d'identifier les personnes en contact avec celles infectées par le coronavirus, se penche sur « l'opportunité de la mise en place d'une stratégie numérique d'identification des personnes ayant été au contact de personnes infectées », c'est-à-dire de géolocalisation et de recoupement des données comme en Italie.

La question de la protection de la vie privée et des données personnelles faisant débat en France, des acteurs de la technologie française ont proposé au gouvernement des solutions alternatives. Par exemple, le

patron de Sigfox — opérateur d'un réseau bas débit pour les objets connectés — Ludovic Le Moan, qui propose un bracelet connecté indépendant du smartphone. Le bracelet permettrait surtout, comme le souligne *Le Point*, de couvrir l'angle mort de l'application smartphone Stop Covid : les millions de Français qui ne possèdent pas de smartphone.

Le secrétaire d'État chargé du Numérique, Cedric O, a indiqué, sur RTL, qu'il travaille sur les propositions des industriels : « Nous avons pleinement conscience que tout le monde ne possède pas de smartphone, des solutions alternatives sont à l'étude », et a précisé que « rien n'est exclu à ce stade ».

Cyrille Dalmon confirme ce que nous sommes nombreux à observer : « On doit donc constater lucidement que la lutte contre l'épidémie est l'occasion d'une accélération de la numérisation de nos existences et d'un contrôle accru des pouvoirs publics sur nos vies. La constitution de vastes bases de données, associées à un fichage massif des populations, déjà engagée avant la crise dans tous les États du monde, dont nos États démocratiques, est légitimée par l'urgence sanitaire.

Au risque de choquer, et de déplaire, le parallèle (jugé excessif par certains) avec le système de « crédit social » chinois s'en trouve légitimé en retour, au moins partiellement. Si ce dispositif, consistant en une surveillance généralisée de la population et en l'attribution d'une note au citoyen (bonne s'il est « vertueux », mauvaise s'il est « déviant ») paraît odieux à beaucoup d'entre nous, il faut rappeler qu'il n'est que la mise en commun organisée et systématique par l'État de multiples outils technologiques, le plus souvent inventés et développés en Occident. On nous rétorquera que les réseaux sociaux (qui collectent tant d'informations sur nous, notre vie, nos habitudes, notre santé, etc.) appartiennent à des entreprises privées et non à l'État. C'est vrai. Mais il n'est pas inutile de rappeler que, dans notre propre pays, des fonctionnaires travaillent depuis plus d'un an avec Facebook à l'élaboration d'une stratégie commune « de lutte contre les contenus haineux », sans que cela émeuve outre mesure. »

L'historien Yuval Noah Harari explique dans les pages du *Financial Times* du 19 mars que ces mesures, présentées comme exceptionnelles, demeureront après la pandémie et le déconfinement : « Les mesures prises dans l'urgence ont la mauvaise habitude de rester en place même après l'urgence, d'autant qu'il y a toujours de nouvelles menaces. »

Et les géants Google et Apple mettent à disposition des gouvernements les outils nécessaires pour instaurer cette dictature numérique.

Google a mis en place une plateforme permettant de visualiser, grâce à la localisation des utilisateurs, le degré de respect du confinement dans les différents pays. Un outil qui collecte déjà les données des internautes dans 131 pays. Le site d'information américain *The Verge* rapporte que cette plateforme « utilise les données stockées dans les smartphones pour comprendre le degré d'adhésion des citoyens aux consignes de confinement données par les gouvernements. »

Le 10 avril 2020 Apple et Google, conjointement, ont

annoncé un partenariat pour permettre le suivi numérique des individus ayant été à proximité des personnes infectées par le coronavirus. Les deux multinationales ont indiqué dans un billet de blog :

« Google et Apple annoncent un effort conjoint pour permettre l'utilisation de la technologie Bluetooth dans le but d'aider les gouvernements et les agences de santé à réduire la propagation du virus, en intégrant la confidentialité et la sécurité des utilisateurs au cœur de la conception. »

Les notions de confidentialité et de sécurité sont en contradiction directe avec l'outil et son objectif de surveillance.

Ryan Calo, chercheur à l'université de Washington et affilié au Centre pour Internet et la société de Stanford, souligne : « Il est difficile de savoir quel usage ils comptent faire des données obtenues. S'ils pensent que le suivi numérique des contacts va permettre aux gens d'arrêter la distanciation sociale, je suis sceptique. »

VACCINATION ET NANOPARTICULES SOUS CUTANÉ

Début avril 2020, Bill Gates a annoncé qu'il allait financer les développements de sept vaccins simultanément pour lutter contre le coronavirus. Il a ainsi déclaré : « Notre argent peut accélérer les choses. Même si nous finirons par en choisir au plus deux, nous allons financer des usines pour les sept, juste pour ne pas perdre de temps. »

Bill Gates est évidemment un partisan de la « distanciation sociale » et il a appelé les États-Unis à imposer des mesures de confinement plus strictes à l'échelle nationale pour faire diminuer la contamination. Mais le fondateur de Microsoft a d'autres plans que la diminution de la mortalité.

Il a financé, via sa Fondation Bill & Melinda Gates, une sorte de carnet de vaccination à injecter sous la peau. C'est le *Massachusetts Institute of Technology* (MIT) qui a inventé ces nanoparticules injectables sous cutanée et lisibles par un smartphone permettant de confirmer qu'une personne a bien été vaccinée.

Cette étude du MIT a été publiée alors que la pandémie de coronavirus démarrait, le 18 décembre 2019 dans *Science Translational Medicine*. Son auteur principal, Kevin McHugh, a expliqué que « cette technologie pourrait permettre la détection rapide et anonyme des antécédents de vaccination des patients pour garantir que chaque enfant est vacciné ».

Le journal *Les Echos* a, dans un article du 21 décembre 2019, livré des détails sur ces nanoparticules : « Cette nouvelle technique utilise des nanocristaux à base de cuivre,

appelés des boîtes quantiques (« quantum dots »), de 3,7 nanomètres de diamètre et encapsulés dans des microparticules de 16 micromètres (1 micromètre est égal à 1 millionième de mètre, et 1 nanomètre à un milliardième).

Le tout est injecté par un patch de microaiguilles de 1,5 millimètre de longueur.

Les microaiguilles sont fabriquées à partir d'un mélange de sucre soluble et d'un polymère, ainsi que du colorant associé aux boîtes quantiques. Ainsi, après avoir été appliquées, les

microaiguilles se dissolvent en deux minutes et laissent seulement derrière elles les petits points de colorant, répartis par exemple en forme de cercle ou d'une croix.

Ces petits points sont invisibles à l'œil nu mais détectables lorsqu'ils sont exposés à une partie du spectre lumineux, invisible pour nous, proche de l'infrarouge. Un smartphone modifié, pointé sur la peau, permet de faire apparaître, fluorescent sur l'écran, le cercle ou la croix. »

D'après les conclusions de l'étude du MIT, les *quantum dots* peuvent « être utilisés pour coder les informations vaccinales de manière fiable et peuvent être injectées en même temps qu'un vaccin », avec une seringue et une aiguille traditionnelles.

Les chercheurs ont simulé cinq années d'expositions au soleil (sur de la peau de porc) pour vérifier que les points restaient visibles. Et cette méthode requiert moins de technologie qu'un scan de l'iris ou que la maintenance de bases de données médicales.

Pour l'instant le système n'a été testé que sur des rats mais l'équipe de scientifiques, financée par la Fondation Bill & Melinda Gates, espère les tester sur des humains en Afrique dans les deux prochaines années.

Des patchs sont en cours de développement pour délivrer des vaccins contre la rougeole, la rubéole et d'autres maladies.

Les chercheurs travaillent également à augmenter la quantité de données pouvant être encodées, afin d'inclure des informations telles que la date d'administration et le numéro de lot du vaccin. Et pourquoi pas la pièce d'identité, le passeport, la carte bleue et le numéro de sécurité sociale aussi ?

La Fondation Gates poursuit le projet et finance des enquêtes d'opinion au Kenya, au Malawi et au Bangladesh pour déterminer si les populations seront prêtes à être réduites à l'état de bétail vivant dans des prisons à ciel ouvert.

Après les tests sur les Africains, il y aura sans doute une production industrielle de ces boîtes quantiques qu'on injectera aux Occidentaux si ces derniers se laissent faire. Et le coronavirus est le prétexte idéal.

Jean TERRIEN.

Bulletin d'abonnement à RIVAROL

NOM :
Prénom :
Courriel électronique :
Adresse :
Code postal :
Ville :
Pays :

Formule d'abonnement (cochez la formule choisie) :

- ☐ Trois mois : 40 €
- ☐ Six mois : 70 €
- ☐ Un an : 125 €
- ☐ Deux ans : 215 €
- ☐ Soutien 1 an : 175 €
- ☐ Propagande 1 an : 210 €
- ☐ A vie : 2 000 € (3 000 € avec l'abonnement à vie à *Ecrits de Paris*)
- ☐ Un an pour personnes en grande difficulté : 100 €
- ☐ Numérique : 80 € (150 € pour un abonnement papier et numérique)
- ☐ Prélèvement mensuel : 12 € par mois (15 € pour un abonnement à *Ecrits de Paris* en plus de celui de RIVAROL)

IBAN et BIC pour les abonnements par prélèvement mensuel.

Paiement possible par Paypal depuis le site : boutique-rivarol.com ou par virement bancaire sur notre compte à la Banque postale :
IBAN : FR33 2004 1000 0104 5321 9K02 048
BIC : PSSTFR PPPAR

DEUX NOUVELLES VIDÉOS RIVAROLIENNES À NE PAS MANQUER : "TOUT SUR LE CONNARDOVIRUS" ET LA "COMPILATION DES MEILLEURES SAILLIES DE JÉRÔME BOURBON" !

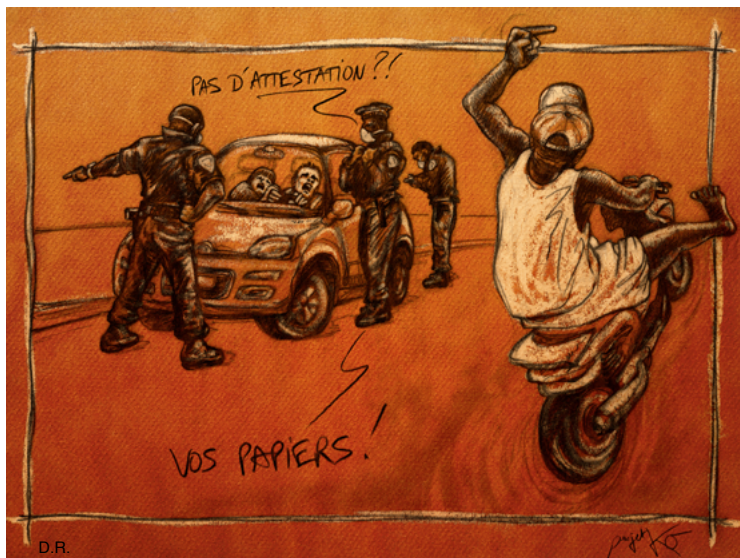
Une nouvelle vidéo rivarolienne, la 25^e, d'avril 2020, intitulée « Tout sur le connardovirus », a été mise en ligne le 16 avril. Pendant une heure et demie, Jérôme Bourbon, interrogé par Florian Rouanet, parle des différents aspects de la crise du coronavirus, de ses manifestations, de ses effets, et des leçons nombreuses à en tirer.

Par ailleurs, pour se détendre et rire un peu pendant le confinement, une « compilation des meilleures saillies » du directeur de RIVAROL a également été mise en ligne. Pendant une demi-heure environ, on peut retrouver les meilleurs moments, les plus drôles, les plus insolites ou les plus insolents, des vidéos et des discours de Jérôme Bourbon depuis deux ans.

Vous pouvez visionner ces deux vidéos soit sur notre chaîne Youtube Hebdomadaire RIVAROL, soit directement en page accueil de notre site rivarol.com

De quoi vous occuper, réfléchir mais aussi sourire pendant cette période d'inactivité forcée. Bon visionnage !

Le jour d'après...



Danois n'ont jamais été véritablement soumis à des mesures strictement restrictives⁽¹⁾. Tandis que nous autres, pauvres de nous, le fûmes, et durement encore ! Une crise sanitaire particulièrement bien venue pour souffler la flamme d'une année de fronde des Gilets jaunes et faire oublier les mois qui suivirent de paralysie sociale et économique orchestrée par des syndicats compradors. Des organisations fan-

tômes subventionnées par les deniers publics pour mieux détourner et dévoyer la légitime colère populaire dans le but de lui faire endosser des revendications relatives au maintien de privilèges corporatistes

LE DÉCONFINEMENT hexagonal est comme toute ligne d'horizon, il recule sans cesse. L'état d'urgence sanitaire vient d'être prorogé jusqu'au 24 juillet. Et après ? Bientôt les Français, à l'exception des banlieues chaudes dont les lieux de culte seront réouverts le 11 mai au contraire des églises, seront les seuls à demeurer séquestrés à domicile... Dans le cas explicite où ils ne feraient pas montre de suffisamment de discipline, c'est-à-dire de docilité. Un comble pour une nation où une majorité se voulait "Charlie" ! Le Premier ministre s'est fait clairement menaçant à ce sujet. Ces gens se sont octroyé les pleins pouvoirs en invoquant une menace qu'à l'arrivée il faut bien qualifier de relativement imaginaire... Mais il serait inconvenant de se laisser aller à penser qu'il pût s'être agi de grandes manœuvres de contrôle mental de masse à échelle planétaire. Et pourtant la dictature sanitaire a pour foyer rayonnant Genève, siège de l'Organisation mondiale de la Santé, et non Wuhan, source supposée de la pandémie coronavirale. De ce point de vue, le temps semble venu d'établir le bilan, ne fût-il que partiel, d'une crise dont nous pouvons tirer déjà quelques enseignements quant à la dérive subrepticement totalitaire de certaines démocraties occidentales.

À ce titre, nous apprenons incidemment que les Hollandais, à l'instar des Allemands, des Suisses, des Autrichiens, des

1. Au contraire des Pays-Bas, le royaume de Belgique adopte le 17 mars un confinement autoritaire à la française : interdiction de circuler sauf en cas d'urgence nécessaire ; interdiction de se réunir à plus de deux personnes ; interdiction de rejoindre sa résidence secondaire ; fermeture de tous les établissements d'enseignement ; fermeture de toutes les entreprises non indispensables ; lourdes pénalités pour les contrevenants... Après quarante jours de confinement belge et de non-confinement néerlandais, les chiffres publiés par l'OMS [Covid-19 situation report 100] permettent de comparer l'efficacité sanitaire des mesures adoptées en se fondant sur l'évolution de la prévalence (nombre de contaminés par million d'individus) et de la mortalité par million d'habitants. Après 43 jours de confinement (au 29 avril 2020), la prévalence de l'infection en Belgique dépasse de 82 % celle des Pays-Bas (4084 contre 2243), et le risque de mortalité atteint en Belgique 137 % (633 morts contre 267). Conclusion : « le confinement autoritaire apparaît ici clairement comme un échec particulièrement contre-productif tant pour le contrôle de l'épidémie, que pour la prévention du risque de mortalité transformant ce qui devait n'être qu'une banale épidémie en véritable catastrophe sanitaire, sociale et économique majeure » [agoravox.fr30avr20].

exorbitants, telle la retraite à 55 ans et à 3000 euros net en moyenne pour les agents de la SNCF⁽²⁾.

UN ÉBOURIFFANT ÉCHAFAUDAGE DE TRUCAGES STATISTIQUES

Cette odieuse politique de privation collective de liberté repose en effet sur un échafaudage de trucages assez ébouriffant, qu'on en juge ! *Le Monde* rapportait discrètement le 2 mai l'analyse de Jean-Marc Robine, directeur de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, selon laquelle — contrairement à ce qu'en dit Jérôme Salomon, Directeur général de la Santé et porte-parole officiel de son département ministériel durant la crise sanitaire — la majorité des décès proviennent des "établissements d'hébergement des personnes âgées dépendantes" : « En France, le 29 avril, le bilan cumulé de l'épidémie s'élevait à 15.053 décès à l'hôpital et 9 034 dans les EHPAD, soit 24 087 personnes. Cette présentation revient à négliger le nombre important de résidents malades des EHPAD qui sont envoyés pour être soignés dans un service hospitalier et y finissent leur vie. On en dénombrait 3 121, toujours au 29 avril. Ce qui signifie qu'en réalité, 12 155 résidents d'EHPAD sont morts de cette épidémie, c'est-à-dire plus de la moitié de la totalité des décès ! Et ce phénomène s'observe depuis le 17 avril [date à laquelle les autorités ont commencé à comptabiliser ces morts hors hôpital]. Les résidents des EHPAD sont en fait les plus touchés ».

Conclusion, l'on a confiné à tour de bras une nation entière, sans aucune distinction de contagiosité individuelle, ni par région, classes d'âge ou de métiers, paralysé et endommagé l'économie, terrorisé la population alors que le virus s'attaquait (ce que font tous les virus depuis des lustres) majoritairement (outre ceux qui présentaient des caractères de vulnérabilité, en raison notamment d'une ou plusieurs comorbidités) à de très vieilles personnes dépendantes placées en EHPAD !

Dans le même ordre d'idées, le Docteur Dan Erickson établit que le taux de mortalité du virus est en Californie inférieur à 0.1 % et que quantité de médecins se sont vus contraints — contre toute évidence — de porter des diagnostics de Covid19... S'y ajoute que les unités de soins intensifs dans de nombreux Etats américains seront restées largement sous-occupées tout au long de la crise. Sur la base des taux de tests positifs, le Docteur Erickson a ainsi calculé qu'en Californie, le taux de létalité du Covid-19 serait actuellement de 0,03 % ; 0,05 % en Espagne ; 0,09 % en Suède et 0,1 % dans l'Etat de New York, sachant que le taux de létalité de la grippe aux

États-Unis est d'environ 0,13 % ! Dans ces conditions la probabilité de survivre au coronavirus (avec ou sans symptômes apparents) serait supérieure à 95 % [25avr/swprs.org/a-swiss-doctor-on-covid-19/#latest] !

La crise a aussi actualisé des tendances à la sécession déjà latentes en Amérique et singulièrement aujourd'hui dans une Californie (représentant, en 2018, 14,5 % du Produit intérieur brut des États-Unis, ce qui la situe au cinquième rang de la puissance économique mondiale), peu encline à se soumettre inconditionnellement aux oukases de l'État profond global et de son bras-armé sanitaire, l'OMS. En raccourci, les Californiens n'hésitent plus à parler ouvertement de s'affranchir une fois pour toutes de la tutelle de Washington... Le *Los Angeles Times*, deuxième support de presse des États-Unis (après le *New York Times*) ne craint pas de titrer qu'une « chose est à présent parfaitement claire... Le temps est venu de démembrer l'Union » !⁽³⁾

ÉTAT-NATIONS OU MELTING POT EUROPÉISTE

Nous devrions en prendre de la graine — ayant tiré les enseignements *ad hoc* de la vive expression des solidarités européennes durant la crise — et nous débarrasser de Bruxelles, revenir au Franc assorti d'une monnaie commune, jeter

aux orties les mortelles billes européennes qui ont conduit les eurocrates, au plus fort de la crise, le 28 avril, à finaliser un accord de total libre-échange avec le Mexique... Au terme duquel 20.000 tonnes de viande bovine (jusqu'à aujourd'hui interdites d'importation en raison de leur non-conformité aux normes sanitaires de l'UE) pourront être importées chaque année, au grand dam évidemment des agricultures locales. Cela à un moment où, paraît-il, nous aurions grand besoin de moins de dépendance

économique hors frontières. Dans des circonstances où il s'agirait de relocaliser d'urgence nos productions, de nous abstenir de détruire nos secteurs vitaux dont la disparition vient de se faire cruellement sentir, cela afin d'assurer notre sécurité sanitaire et alimentaire et finalement, de revenir à une saine autosubsistance... Au demeurant, la Commission de Bruxelles nous assène, sous les applaudissements de la République en Marche et des Républicains unis comme toujours dans l'aberration, que « l'autonomie stratégique ne signifie pas que nous devons faire de l'autosuffisance notre objectif ». Ah bon ! Et pourquoi non ? En 1968, les porcs bretons crevèrent de faim parce que nos bons amis d'Outre-Atlantique avaient mis un embargo sur les tourteaux de soja. De toute évidence, nous autres Européens, n'avons jamais rien compris, ni appris.

À propos de cette Union autolytique

3. « The coronavirus pandemic has made one thing perfectly clear : It's time to split the country » : « Nous [Américains] sommes désespérément impuissants et irrévocablement divisés. Il est temps de cesser de parler de se rassembler, mais plutôt de recourir à une action rationnelle. Il y a environ trente ans, l'Union soviétique s'est attaquée à ses divergences régionales irréconciliables et s'est disloquée en se divisant en quinze républiques indépendantes. Pourquoi ne pouvons-nous pas le faire ici ? ». Une éventualité que, dans les circonstances actuelles, il est impossible d'ignorer. Rappelons que le Texas montre des velléités permanentes de sécession et qu'en 2012 des pétitions circulaient dans quelque vingt Etats américains, exigeant de recouvrer une totale indépendance vis-à-vis du pouvoir fédéral [bbc.co.uk13nov12].



ABONNEMENTS À PRIX RÉDUITS

Pour nous aider face aux difficultés de tous ordres qui nous sont faites, et notamment face aux tentatives d'asphyxie financière, d'assassinat politique et judiciaire, pour soutenir activement l'hebdomadaire le plus ancien et le plus intransigeant de la résistance au mondialisme sous toutes ses formes, pourquoi ne pas (vous) offrir un abonnement à prix réduit ?

100 EUROS POUR UN AN (au lieu de 125) à RIVAROL,
140 EUROS (au lieu de 178) pour un abonnement d'un an à
RIVAROL (47 numéros) et à Ecrits de Paris (11 numéros).

DÉPÊCHEZ-VOUS, AIDEZ-NOUS DANS CETTE
SITUATION DRAMATIQUE POUR LA PRESSE ÉCRITE !
Offre réservée aux personnes n'ayant jamais été abonnées à RIVAROL.

NOUS EN AVONS UN BESOIN URGENT !
NOUS COMPTONS VRAIMENT SUR VOTRE AIDE !

Les abonnements, on ne le dira jamais assez, sont la première et principale ressource du journal. S'abonner, ou abonner de la famille, des amis, des enfants et petits-enfants, des connaissances, des relations de travail, des voisins, c'est contribuer au développement et à la pérennité du doyen et du plus radical des journaux du mouvement national en France.

On peut payer ces abonnements par chèque à l'ordre des Editions des Tuileries (Editions des Tuileries, 19 avenue d'Italie, 75013 Paris) ou par Paypal en bas de la page accueil de notre site Internet <www.boutique-rivarol.com>.

On peut aussi les régler par virement bancaire.

Voici les coordonnées de notre compte à la Banque postale :
IBAN : FR33 2004 1000 0104 5321 9K02 048 BIC : PSSTFR PPPAR



Le président de la République plurielle dans son élément et dans tous ses états

(suicidaire), l'économiste Charles Gave déplore opportunément : « Pourquoi avons-nous abandonné nos souverainetés sur notre Droit, nos frontières, notre monnaie, notre budget ? Et au nom de quoi exactement [nos gouvernements] prélèvent-ils des impôts sur nous ? [Au cours de la crise], les seuls à avoir agi ont été les Etats représentant des nations, cela en fermant les frontières avec leurs voisins, en interdisant les exportations de produits médicaux afin de les garder pour eux... ce qui est d'ailleurs interdit par les traités, mais bénéficiait du soutien total des populations concernées... L'idéologie européenne vient de connaître sa Bérézina. Bruxelles a perdu toute légitimité et l'effondrement de la légitimité précède toujours les disparitions politiques⁽⁴⁾ » [institutdeslibertes.org30mars20]. Le Ciel l'entende, mais n'est-ce pas lutter contre des forces marémotrices ?

QUI EST RESPONSABLE VOIRE COUPABLE DE CE GÂCHIS ?

Les uns accusent la Chine, sans pour autant la soupçonner d'avoir déclenché ce séisme pour mieux vendre ses masques, ses substances médicamenteuses de base, ses génériques, avec en objectif de lui présenter la facture... salée ! Dans cette optique, l'Etat du Missouri porte plainte contre la Chine pour avoir caché ou tardé à révéler la gravité de l'épidémie. La Chine populaire s'étant rendue coupable de mensonge (par minoration, si ce n'est par omission) doit être sanctionnée [boursorama.com27avr20]. A contrario, Pékin se démène comme un beau diable et accuse les Etats-Unis d'avoir apporté la pandémie dans leurs sacs de sport à l'occasion des Jeux militaires mondiaux, lesquels se sont déroulés à Wuhan fin octobre 2019, juste avant le déclenchement de la crise sanitaire mondiale. Bref, l'on se renvoie la balle, la rumeur court, sur fond de recherches interdites et de guerre biologique secrète, de fuite virale inopinée, de trahison et *tutti quanti*.

La Commission européenne, cédant aux pressions de Pékin, a retardé la publication, puis remanié un rapport, qui épinglait les efforts de la Chine en vue d'échapper à ses responsabilités dans la diffusion du coronavirus. La bureaucratie communiste

4. Ajoutant : « Ils vont demander à ce que soient émis des corona bonds garantis par tous les Etats européens à la fois, ce qui serait un premier pas vers un ministère des Finances européen puisque la dette n'est que de l'impôt différé. Emettre de la dette européenne, revient à garantir qu'à terme nous aurons inéluctablement — pour gérer cette créance collective — un ministère des Finances européen, c'est-à-dire des impôts européens. Un projet fortement poussé par M. Macron ».

aurait en effet brandi la menace d'arrêter les exportations médicales vers l'Europe [SouthChinaMorningPost25avr20] si le rapport n'était pas amendé, tandis que les diplomates du Nouvel empire du Milieu menaient une très active campagne de communication du type « Wolf Warrior » (Le Guerrier loup), reprenant le titre d'une série populaire nationale-patriotique⁽⁵⁾ afin d'imposer son « narratif » quant aux tenants et aboutissants de la crise. Il est à noter que, le 15 avril, le Bild-Zeitung avançait que Pékin devrait indemniser l'Allemagne à hauteur de 150 milliards d'euros à la louche pour les dommages économiques causés par la pandémie (dont 50 milliards pour les petites et moyennes entreprises et 24 milliards de manque à gagner pour le tourisme...) !

L'article, sous la plume de Julian Reichelt, rédacteur en chef du Bild, se présente sous la forme d'une lettre ouverte au président Xi et se concluait par ces mots : « Vous réglez par le contrôle. Vous ne seriez pas président sans ce contrôle. Vous surveillez tout et chaque citoyen, mais vous refusez de contrôler les marchés d'animaux vivants et malades de votre pays... Vous mettez en danger le monde entier » ! Pour notre part, que pourrions-nous dire de nos dirigeants, qui, nantis de « la force injuste de la loi », et d'un appareil policier extensif, confinent le pays, déclarent la « guerre » à un virus — comme en 2016 la guerre au terrorisme — et, se poussant du col, veulent apparaître comme des sauveurs alors qu'ils ne sont que les organisateurs du chaos, d'un profond désordre social et économique parfaitement évitable si ce n'avaient été les désastreuses carences intellectuelles d'un exécutif composé en majeure partie d'imposteurs et de truqueurs.

APOCALYPSE/RÉVÉLATION

Car la France est un pays occupé de A à Z, au cas où vous ne vous en seriez pas aperçu ! Un pays occupé par la canaille d'en haut et la racaille d'en bas. La première chérissant la seconde, on se souvient de M. Macron en octobre 2018 à Saint-Martin, regardant une aimable et moite caillera avec les yeux de Chimène... Alors quoi de surprenant à ce que le Pays réel gronde et que tout parte à vau-l'eau ? La majorité des « veautants » a bien les élites qu'elle mérite... et qui lui ressemblent.

Ainsi donc des émeutes — pas de la faim, rassurons-nous — ont éclaté à Villeneuve-la-Garenne, Gennevilliers, Rueil-Malmaison, Meudon, Villepinte, Aulnay-sous-Bois, Neuilly-sur-Marne, Fontenay-sous-Bois, Pantin, Champigny-sur-Marne, Bonneuil-sur-Marne, Villejuif, Ivry, Corbeille-Essonnes, Noisiel, Les Mureaux, Montigny, Trappe et Sartrouville... « mettant

en cause de jeunes habitants des cités et des forces de l'ordre » ! On appréciera le « mettant en cause » qui renvoie dos à dos les forces de l'ordre et les « jeunes » émeutiers. Marseille se tient mieux, non seulement en raison des bons soins prodigués aux malades par le Professeur Didier Raoult. Notons à ce sujet que la cité phocéenne manque à l'appel des statistiques de morbidité de l'INSEE — et pour cause — de même qu'elle est absente de la rubrique des faits divers pour troubles dans les « quartiers » dits populaires. Des secteurs en l'occurrence te-

5. À rapprocher du film turc à grand succès violemment anti-américano-sioniste « La Vallée des loups » (Kurtlar Vadisi Irak) sorti en 2006 et tiré de la série télévisée éponyme.

nus par d'avisés commerçants que la chienlit insupportable. Nous parlons évidemment des grossistes du narcotrafic transméditerranéen... Un élu régional des Bouches-du-Rhône, Philippe Vardon, remarquait que « cette crise n'efface pas le reste, mais qu'au contraire, elle le met en lumière ».

Il est loisible d'imaginer ce que peut être ce « reste », la part non-dite, les sujets qui fâchent, les totems et les tabous, les vaches sacrées, les « égaux plus égaux » que tous autres au sein de nos sociétés qui sont « à ce point fragmentées qu'à la moindre crise tout explose. Dans une société unie, homogène la solidarité prime. En revanche, dans une société fracturée par l'individualisme et par le multiculturalisme, tout se traduit en tension et en affrontement » [bv20avr19]. Oui, cela est bien vu et bien dit. Il y aurait d'ailleurs beaucoup à dire sur le rapport de cause à effet existant entre homogénéité ethnique et civisme ou discipline sociale. Et puis l'occasion était trop belle pour ne pas s'en donner à cœur joie : pendant que les pandores verbalisent le quidam qui promène son chien au-delà du périmètre autorisé, les « djéunes » défient une autorité qu'ils méprisent parce qu'ils ne la reconnaissent ni ne la craignent... Et puis n'est-ce pas M. Macron qui — leur passant une fois de plus la main dans le dos — leur expliquait à Alger, en février 2017, que les Babtous, les Céfrans, les Fromages ne sont qu'un ramassis de racistes et de criminels contre l'humanité⁽⁶⁾ ? Pourquoi alors se montrer surpris si, en l'espace de quelques

6. À propos de la colonisation, à Alger, le 15 février 2017, Macron déclara (echoroukonline.com) : « C'est un crime. C'est un crime contre l'humanité. C'est une vraie barbarie, et ça fait partie de ce passé que nous devons regarder en face en présentant aussi nos excuses à l'égard de celles et ceux vers lesquels nous avons commis ces gestes » [Sic]. On remarquera la qualité de l'expression linguistique chez ce surdoué de la fusion-acquisition.



jours, deux attentats terroristes intervenaient dans un Hexagone aux frontières ouvertes à tous les vents mauvais du cosmopolitisme et à la nouvelle Internationale bigarrée de tous les lumpenprolétariats ? Une attaque meurtrière au couteau à Romans-sur-Isère, deux morts le 4 avril, et une autre le 25 à la voiture assassine... Avec une BMW, véhicule emblématique de ces nouveaux damnés de la Terre... De ceux qui prêtent allégeance à l'Etat islamique et clament leur volonté « de se lancer à corps perdu dans la bataille pour imposer la charia sur l'ensemble de la Terre ». Pendant ce temps, le ministre Garde de sceaux, Mme Belloubet, se flattait de n'avoir élargi que vingt-cinq radicalisés parmi les trois mille détenus libérés par anticipation... Bravo !

D'autres, tout aussi déterminés, veulent nous esclavagiser, à l'instar du milliardaire Bill Gates, fondateur du géant de l'informatique Microsoft (un philanthrope de la même veine que George Soros, l'Américano-Magyar ou que le banquier germano-new-yorkais Jacob Schiff, financier de Léon Trotski-Bronstein), qui, le 8 avril dernier, dans un entretien accordé au Financial Times au sujet de la vaccination contre le Covid-19, avertissait solennellement que « globalement, la vie ne reprendra son cours normal [après la vague pandémique] que

lorsque la population mondiale aurait été entièrement vaccinée » ! Le terrorisme wahhabite d'un côté, la termitière mondialiste de l'autre. De quel côté penchera la balance entre les islamistes fanatiques sortis des terres arides du Nejd et les oligarchies transhumanistes de la Silicon Valley ? Deux Systèmes en concurrence — ou en convergence — ayant déclaré une guerre sans merci à l'Humanité, afin de la normaliser de force, de la fondre et de la couler dans la matrice de leurs machines délirantes.

Léon CAMUS.

Ecrits de Paris

AU SOMMAIRE D'HIVER 2019-2020

DOSSIER SPÉCIAL AFRIQUE DU SUD

FRANÇOIS-PHILIPPE GALVANE : Présentation du dossier sur l'Afrique du Sud — L'expropriation sans compensation des fermiers blancs et la crise sud-africaine — La question des attaques de fermes et de meurtres de fermiers blancs en Afrique du Sud — Nation et nationalisme afrikaner : similarités et spécificités dans le continuum des peuples européens — « Le procès contre Mandela et les autres » — Recension du livre de Pierre-Olivier Sabalot: Piet Meyer, la voix de l'afrikanerdom — Jim REEVES : Afrique du Sud : là où la discrimination raciale est inscrite dans la Constitution... — Ils n'ont aucun droit et sont les réfugiés dont personne ne veut !

10 euros franco de port le numéro, 53 euros l'abonnement pour un an.
Chèque à l'ordre des Editions des Tuileries.
Editions des Tuileries
19 avenue d'Italie, 75013 Paris.
On peut aussi payer par Paypal ou virement bancaire.
Archives numériques en vente à 2 euros sur <www.boutique-rivarol.com/>.

Gestion douteuse de la santé des Français

CHACUN soir, un chauve vient égrener la litanie des décès du jour, sur le ton du fonctionnaire des postes, avec une absence de compassion et d'empathie intrigant. Ce cynisme affiché du croque-mort officiel de la Macronie en choque plus d'un. N'était le contexte sinistre de l'affaire, et en regard de l'origine officiellement animale de la pandémie, on pourrait presque avancer que le chauve sourit. On apprend que le speaker en question se nomme Jérôme Solomon (patronyme du roi d'Israël qui succéda à David, le fondateur de la lignée des rois de Juda, dans l'Ancien Testament) et qu'il descend en ligne directe de l'illustre capitaine Dreyfus, via sa grand-mère, la résistante Simone Lévy, compagnon de la Libération. Voilà un pédigree qui en impose, d'autant que l'homme semble aussi franc du collier que son ancêtre. La mauvaise foi de ce Solomon, son culot, sa morgue froide, rend le visionnage répétitif du tartufo pénible, affirment plusieurs lecteurs. Ont-ils raison ? La réponse penche sans conteste du côté du oui.

Disséquons les techniques du joueur de bonneteau : d'abord il présente les pays les plus durement touchés par la pandémie, et eux seuls, de sorte que l'impact des chiffres hexagonaux, désastreux, soit atténué. Ainsi n'évoque-t-il chaque soir que les Etats-Unis, l'Italie, et l'Espagne dans son préambule et jamais l'ensemble de tous les autres pays qui font mieux que nous (une bonne trentaine parmi les plus impactés). En outre, il ne rapporte jamais ses chiffres à la mortalité par habitant, ce qui relève d'une malhonnêteté intellectuelle évidente. En effet, si l'on examine la mortalité due au Covid-19 par rapport à la population, les Etats-Unis sont par exemple relativement épargnés, et seul le nombre brut de leurs morts impressionne. La Belgique avec ses 6 262 décès pour 11,5 millions d'habitants est l'Etat du monde qui affiche la plus forte mortalité due au coronavirus par rapport à sa population (54,6 décès pour 100 000 habitants). La patrie de Baudouin devance l'Espagne (46,3 morts pour 100 000 habitants) et l'Italie (41,6). La France arrive juste derrière, avec son peu reluisant 31,8 décès pour 100 000 personnes. Un chiffre ahurissant qui ne cesse de progresser et représente plus de vingt pour cent de tous les décès en Europe. Voilà un record piteux pour le prétendu « meilleur système de santé au monde ». Puis viennent le Royaume-Uni (27,2), les Pays-Bas (23,5), la Suède (18,9) et la Suisse (17,7). L'Irlande, avec seulement 769 décès pour 4,9 millions d'habitants (soit 15,7 morts pour 100 000 personnes), devance les Etats-Unis (14,2 décès pour 100 000 habitants). La France, en tenant compte de la démographie, a largement plus du double de morts que les Etats-Unis, contrée dont la gauche — les fameuses *forces de progrès* — ne cesse pourtant de dénoncer le système de santé. Les autres Etats très peuplés figurant parmi la liste des pays les plus endeuillés obtiennent tous des résultats meilleurs que nous : l'Iran (5391 morts pour 81,8 millions d'habitants) ne déplore que 6,6 décès dus au Covid-19 pour 100 000 personnes, l'Allemagne avec 5315 morts pour 83 millions d'habitants navigue dans les mêmes eaux : 6,4 morts pour 100 000 personnes, soit cinq fois

moins que la France, ce que Salomon passe sous silence... Mais le pire reste que nous sommes le pays dont le nombre de décès par cas déclaré est le plus élevé au monde (nous y reviendrons), données passées sous un silence pudique par le roublard. Répétons-le sans faiblir : le pays de Pasteur — où la dépense publique et les ponctions sur le contribuable sont les plus élevées du monde — obtient des résultats consternants en terme de combat contre le virus. Le nomade Jérôme noie l'auditeur tous les soirs sous une pluie de chiffres sans intérêt (le Covid dans le monde depuis janvier, etc.) en omettant soigneusement d'évoquer la catastrophe numéro un de l'affaire : l'absence de masques, de respirateurs, de gel hydro-alcoolique, bref le délabrement qui frappe l'hôpital public.

Depuis trois mois que l'épidémie a démarré, le ministre de la Santé, Olivier Véran, en cheville avec Jérôme Salomon, relaye l'idée que la situation est sous contrôle, quand la muraille de Chine censée protéger nos compatriotes des agressions sanitaires se révèle à peu près aussi solide que feu la ligne Maginot. La dure réalité, découverte au décours de cet épisode pandémique, est la suivante : comme la plupart des structures sous contrôle de l'Etat, l'hôpital croule sous la bureaucratie et les procédures alambiquées... Environ un tiers du personnel hospitalier gaulois est constitué de fonctionnaires de bureau. Si une partie d'entre eux sont utiles (accueil, personnel de maintenance, comptabilité, etc.) la moitié au moins ne sert qu'à remplir de la pape-rasse, et l'instauration générale des 35 heures n'a rien arrangé. La réussite allemande, c'est aussi 40 heures par semaine et 8 en plus possibles en heures supplémentaires, 4 semaines de vacances, la retraite à 67 ans, et la majorité des hôpitaux privatisés !

Mais plus encore que cette réalité, la gestion de la crise par l'équipe Macron s'est révélée calamiteuse dès le début, et le reliquat de prestige que ces guignolos conservaient encore auprès des riches germano-pratins se sera fracassé devant l'âpreté des faits.

QUAND L'AMER MONTE...

Reprenons au début en mettant de côté le traitement du professeur Raoult : la gestion française de la chloroquine relève de la démence puisque nous sommes le seul pays sur le globe à en avoir interdit la prescription par les médecins de ville, quand il semble que ce protocole, s'il est adopté à temps, diminue la charge virale de l'infection par Covid 19. Citons quelques pays utilisant librement le protocole du Marseillais, contrairement à nous : Belgique, Pays-Bas, Portugal, Italie, Grèce, Russie, Etats-Unis, Chine, Brésil, Tunisie, Maroc, Algérie, etc. Le graphique joint montre l'ampleur du Trafalgar français : nous sommes le premier pays au monde en terme de létalité par rapport au nombre de cas déclarés (et non de possibles infectés, ce qui serait alors à relativiser). Nous en sommes à plus de 18 pour cent de décès sur 100 cas graves (hospitalisés), quand le Portugal ou la Turquie — qui, eux, prescrivent la chloroquine dès le début des signes cliniques — ne dépassent

pas 4 % ! Et 35 % des patients français qui entrent en réanimation pour assistance respiratoire décèdent — encore un chiffre que vous n'apprendrez pas à la télé lors des homélies de Salomon, il est sorti depuis peu *via* un organisme indépendant.

La chronologie française démarre le 21 janvier 2020, la ministre de la Santé fait alors un point presse : « *notre système de santé est bien préparé, professionnels et les établissements de santé ont été informés* » annonce Agnès Buzin. Les liaisons aériennes entre Paris et Wuhan sont suspendues, mais aucune mesure particulière n'est prise aux frontières pour les passagers venant de Chine ou d'ailleurs, ce qui sera une folie. Le 24 janvier 2020, trois premiers cas de Covid-19 en France sont détectés. Il s'agit d'un Français d'origine chinoise et de deux touristes chinois ayant séjourné à Wuhan, foyer d'origine du virus en Chine centrale. Ces trois personnes sont également les premiers cas annoncés en Europe. Deux d'entre elles sont hospitalisées à Paris, la troisième à Bordeaux. Le 26 janvier 2020, la Chine annonce que des malades asymptomatiques peuvent transmettre le virus. Mais, pas d'inquiétude pour Agnès Buzin : « *nous avons des dizaines de millions de masques en stock en cas d'épidémie, ce sont des choses qui sont d'ores et déjà programmées* ». Le 30 janvier 2020, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) décide de déclarer « *l'urgence de santé publique de portée internationale* ». A ce moment là, la Direction générale de la santé (DGS) demande à l'agence Santé publique France d'acquiescer dès que possible 1,1 million de masques FFP2 — ce qui prouve qu'on n'en disposait pas. Le 1^{er} février 2020, tous les pays de l'espace Schengen, sauf la France, suspendent les visas avec la Chine (soit 25 pays au total). Le 7 février, la DGS fait une nouvelle demande à l'agence Santé publique France (SPF) pour acquiescer 28,4 millions de masques FFP2, à travers une procédure accélérée d'achat. Le besoin en masques pour les seuls personnels soignants est estimé à 40 millions par semaine, et pour toute la population à plus de 500 millions par semaine. Le 16 février, Agnès Buzin quitte le ministère de la Santé pour remplacer l'onaniste Griveaux aux municipales de Paris — sans succès, elle arrivera troisième. Elle est remplacée par le neurologue et député LRM de l'Isère Olivier Véran. Le 25 février 2020, dans la nuit du 25 au 26, le premier Français meurt d'une embolie pulmonaire à l'hôpital de la Salpêtrière. Dans une interview donnée à RTL, Olivier Véran déclare : « *il n'y a pas aujourd'hui à l'heure à laquelle je vous parle, il n'y a plus, de malade en circulation en France, il n'y a plus de malade hospitalisé. Le dernier patient est sorti guéri hier de l'hôpital de Lyon.* [...] » Le 26 février, après une forte polémique, le Match OL — Juventus de Turin qui se joue à Lyon avec 3000 supporters turinois a finalement lieu. Il ne fait aucun doute que les conséquences de ce match seront déléteres. Le 29 février, une réunion d'un conseil des ministres est consacrée à la crise. Dans le compte rendu du conseil des ministres, l'Elysée précise que les Français n'ont pas besoin de porter de masques, quand de nombreux pays asiatiques (peu contaminés grâce à la politique de masques pour tous) l'ont adopté depuis le début du mois. Le 8 mars, le président du Conseil italien Giuseppe Conte décide la mise en quarantaine des régions italiennes les plus touchées, puis le lendemain, l'extension du confinement à toute l'Italie (9 172 cas et 463 morts) avec fermeture des commerces non essentiels. Le 9 mars, le couple Macron inaugure en grande fanfare le « Café Joyeux » des Champs-Élysées.

PANTALONNADES ET FUTURS SCANDALES

C'est ici que démarre enfin la prise en charge réelle du problème Covid-19 par les pouvoirs publics.

Le 10 mars, création du Conseil scien-

tifique Covid-19 chargé de conseiller le président de la République, présidé par le Professeur Jean-François Delfraissy. Sa composition de 11 membres est officialisée le lendemain, selon des procédures de nomination discrétionnaires et opaques.

Le 11 mars, le ministre de la Santé annonce que dorénavant toutes les visites aux EHPAD sont interdites. Cette disposition de type soviétoïde va générer dans les semaines suivantes d'innombrables drames — de nombreuses personnes âgées mourant dans une solitude complète, dans l'incompréhension, leurs enfants étant interdits de visite par le fait du prince. Cette cruauté est mal vécue par les familles dévastées par le chagrin, au point que la mesure sera légèrement assouplie au bout d'un mois. Toujours le 11 mars, selon le ministre Olivier Véran, « *les enfants ne constituent pas un public fragile, il ne faut pas avoir peur de les envoyer à l'école* ».

Le 12 mars, le cap des 1 000 morts est franchi sur l'ensemble de l'Italie. Le ministre de l'éducation Jean-Michel Blanquer annonce : « *nous n'avons jamais envisagé la fermeture totale des écoles* ». Le soir même, Emmanuel Macron désavoue son ministre et décrète la fermeture des crèches, écoles, collèges, lycées et universités. En revanche, le premier tour des élections municipales prévu le dimanche 15 mars est maintenu, sottise sanitaire manifeste, mais aussi acte politique raté, puisque le second tour ne pourra se tenir.

Le 13 mars, le stade 3 du plan Orsan REB est activé face au doublement de contaminations en 72 heures. Le Premier ministre Édouard Philippe annonce à compter du 14 mars à minuit et jusqu'à nouvel ordre, la fermeture de tous les lieux publics « *non indispensables* ». Les exceptions sont les pharmacies, les banques, les magasins alimentaires, les stations-essences, les bureaux de tabac et les bureaux de presse.

Le 16 mars, 6 633 cas sont confirmés en France ainsi que 148 décès.

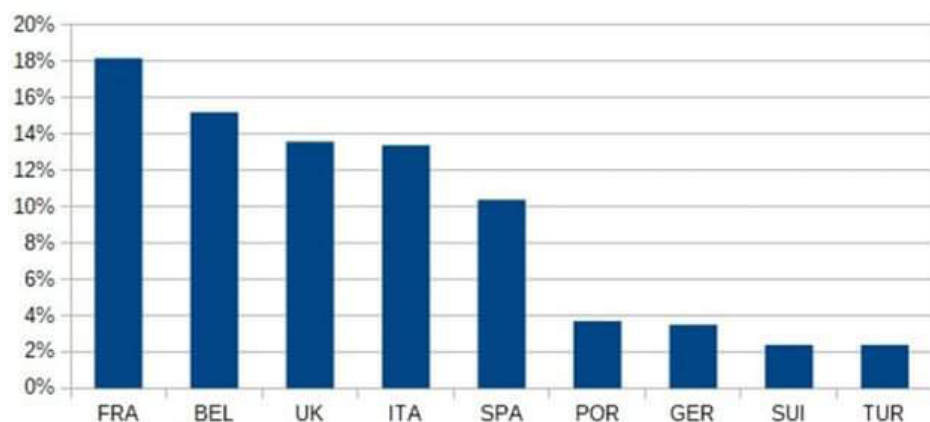
L'OMS insiste : « *Il faut tester au maximum. Isolez les personnes positives et remontez leurs chaînes de contacts. Vous ne pouvez pas combattre un incendie les yeux bandés. Et nous ne pourrions pas stopper cette pandémie si nous ne savons pas qui est infecté* ». Les capacités hebdomadaires de tests sont de 35 000 en France et de 500 000 en Allemagne... À 20 h, le président de la République, Emmanuel Macron, prononce une allocution et annonce la mise en place du confinement dès le lendemain, pour une durée minimale de quinze jours. Cette décision brutale et inattendue contraindra les restaurateurs à gâcher beaucoup de nourriture, et ne fera qu'amplifier l'épidémie. Elle est assortie d'un absurde sauf-conduit que l'on doit se décerner à soi-même quotidiennement, sous peine de sanctions infantilisantes.

Le lendemain, le 18 mars le Professeur Jean-François Delfraissy, président du Conseil scientifique Covid-19, reconnaît que la stratégie adoptée par le pouvoir est une stratégie par défaut, adaptée à la pénurie de moyens (masques et tests).

Le 19 mars, le Collectif C19, qui réunit plus de 600 médecins libéraux, porte plainte auprès de la Cour de justice de la République (CJR) contre Agnès Buzin et Édouard Philippe, qu'il accuse de « *négligence coupable* » et de « *mensonge d'Etat* ». Le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner assure que les policiers « *ne sont pas en risque face au coronavirus* » et qu'ils n'ont pas besoin de porter des masques. La porte-parole du gouvernement, Sibeth Ndiaye, abandonne les tam-tams de sa brousse natale pour les micros de BFM et déclare, entre autres âneries : « *les masques ne sont pas nécessaires pour tout le monde* ». Le 21 mars, concernant la polémique sur la pénurie généralisée de masques et de matériel de protection (lunettes, visières, blouses et casques jetables en papier), le ministre Olivier

Tx de létalité Covid (décès/nombre de cas)
données OMS au 24 04

D.R.



Véran déclare : « *Je dis aux soignants que je comprends et partage leurs attentes et, parfois, leur colère.* » Le 22 mars, Jean-Paul Hamon, président de la Fédération des médecins de France (FMF) déclare : « *l'imprévoyance du gouvernement et de l'administration française a été totale* » et les autorités « *auront des comptes à rendre* ». Le 24 mars, le seuil des 1 000 morts est atteint. « *Rendez-vous au procès* », tweete Jérôme Marty, président du syndicat de médecins UFML, en réponse à l'Africaine Sibeth.

Le 27 mars, Georges Gao, directeur du Centre chinois de contrôle et de prévention des maladies (SCDC), met en garde : « *La grande erreur aux États-Unis et en Europe est, à mon avis, que la population ne porte*

pas de masque. » Quatre pays d'Europe centrale (République tchèque, Slovaquie, Autriche et Slovénie) ont déjà rendu le port du masque obligatoire dans l'espace public. Le Premier ministre Édouard Philippe prolonge le confinement national au moins jusqu'au 15 avril 2020. Olivier Véran annonce triomphalement qu'une commande de respirateurs artificiels pour les services de réanimation vient d'être passée. C'est un futur scandale d'Etat car ces milliers de respirateurs payés par l'aimable contribuable vont s'avérer impropres à traiter le Covid-19, par manque de puissance.

Le 3 avril, l'Académie Nationale de Médecine préconise le port obligatoire de masques protecteurs pour les sorties. Elle recommande au grand public d'utiliser des

masques « *alternatifs* » afin de ne pas priver le personnel soignant des masques médicaux traditionnels, en pleine pénurie.

Trois semaines après leur demande auprès de la Direction générale de la Santé, les laboratoires départementaux d'analyses médicales sont enfin autorisés à pratiquer des tests PCR du coronavirus SARS-CoV-2 du COVID-19. Le 9 avril, la Sénégalaise Sibeth revient sur le port de masque et affirme : « *il n'y a pas aujourd'hui de consensus scientifique en la matière* », ce qui ne manque pas de sel attendu qu'ils seront obligatoires un mois plus tard.

Le 13 avril a lieu la 4e allocution du Président de la République liée au Covid-19. Le confinement est prolongé jusqu'au lundi 11 mai 2020.

On conclura avec la personnalité contrastée du démiurge Salomon, celui-là même avec qui nous avons débuté. La France possédait 1,7 milliard de masques sous l'ectoplasme Hollande. Pour réaliser des économies de bout de chandelle (l'entretien en dépôt tempéré, par exemple), le ministre de l'époque, Madame Marisol Touraine, fit procéder à la destruction du stock entier. Qui était le conseiller scientifique officiel de Marisol ? On laisse au lecteur — toujours perspicace — le soin de deviner, non sans laisser un indice, à savoir les initiales du criminel : J. S. Les initiales de l'actuel directeur général de la Santé !

Jean BEAUMONT.

L'homme est un loup pour l'homme : donc, affublons les Français d'une muselière !

« *Homo homini lupus est* », l'homme est « *un loup pour l'homme.* C'est sans doute de cette vision trop pessimiste de l'homme, colportée par le dramaturge latin Plaute (254-184 av. J.-C.) et par le philosophe anglais Thomas Hobbes (1588-1679) qu'Emmanuel Macron et Édouard Philippe se sont inspirés, en faisant semblant de mettre fin au confinement, pour réduire le peu de libertés dont jouissent encore les Français. On le sait donc aujourd'hui : nous ne sortons du confinement que masqués, au moins dans les transports en commun !

De plus en plus, nos villes prennent des couleurs de Mardi gras. On nous dit qu'il faut absolument porter un masque parce que tout homme que nous croisons dans la rue est susceptible de nous transmettre le coronavirus et parce que nous-mêmes nous risquons d'être porteurs du virus et de contaminer les autres. C'est ce que Jacques Attali appelle l'égo-altruisme : Je fais du bien à autrui dans toute la mesure où j'attends que les autres m'en fassent en retour ; sinon, je recours à la délation et je les dénonce pour incivisme. C'est tout le contraire de l'amour chrétien du prochain et du don de soi. « *L'enfer, c'est les autres* », disait l'ignoble Jean-Paul Sartre. Or la vérité est que « *l'homme est un animal social* », comme l'ont dit Aristote et saint Thomas d'Aquin, il n'atteint son épanouissement qu'en s'ordonnant à un bien commun, donc pas en restant isolé derrière son masque.

Avec Emmanuel Macron et Édouard Philippe, les Français ne sont plus qu'un peuple de chiens-méchants ou de loups ravisseurs. Masqués, ils perdent toute dignité. L'exercice de l'autorité n'est plus possible : on ne peut donner un cours ou tenir un discours sérieux quand on a l'air d'un guignol et qu'on est muselé. Toute vie sociale et toute courtoisie deviennent impossibles : on n'imagine pas un monsieur masqué faire la baise-main à une dame ; que l'on porte un costume trois pièces, ou un short, ou un *jean* délavé et déchiré, on sera toujours misérable et ridicule ! C'est l'égalitarisme total dans toute son horreur !

Le président de la République et le Premier ministre doivent bien rire en voyant leur peuple réduit à un troupeau d'atomes tous interchangeables, tous muselés : ils se disent sans doute que ce peuple avale tout à condition qu'il tremble de peur ! Le coronavirus aura été un remarquable maître ès-sciences politiques, car il aura montré qu'il suffisait de terroriser, de culpabiliser les personnes timorées et d'exagérer la dangerosité d'une calamité pour imposer aux Français, pendant deux mois, pour la première fois dans l'Histoire, des peines aussi sévères que la véritable assignation à résidence à domicile de toute une population saine, sinon ce serait pour celle-ci, la mort assurée, nous disait-on !

On nous a fait croire que rester chez soi, c'était sauver une vie toutes les huit minutes alors que, comme le rappelle l'excellent site de Jeune Nation, la mortalité générale ordinaire en France compte dix décès toutes les huit minutes ! C'est évidemment toujours des morts de trop pour ceux qui sont endeuillés, mais, objectivement, quand on a la foi, il n'y

a pas de quoi se séquestrer et mettre toute l'économie du pays par terre. L'ancien ministre autrichien de l'Intérieur, Herbert Kickl, a dénoncé ouvertement la manipulation par la peur construite, dans certains pays, dont la France, sur des prévisions catastrophiques et à l'aide des media pour instaurer un confinement strict, présenté comme la seule possibilité d'éviter une hécatombe due au Coronavirus. Pourtant la Suède, qui n'a pas appliqué de confinement, n'a eu ni hécatombe, ni destruction de son économie, ni restriction des libertés de ses citoyens...

De toute façon, en temps d'épidémie, plus sage aurait été, comme on a toujours fait, de prier, de s'abandonner à la volonté et à la miséricorde de Dieu.

LA MESSE TOUJOURS INTERDITE

On peut se demander pourquoi Emmanuel Macron tenait tant à confiner sa population, et pourquoi il ne la déconfinait qu'au compte-gouttes. Le Premier ministre, dans son interminable discours au Parlement du 28 avril, nous a bien avertis : nous ne serons déconfinés que si nous sommes sages et si nous respectons à la lettre les mesures imposées, condition première « *pour que l'épidémie ne reparte pas à la hausse* » ! Lui qui s'obstine à nous infantiliser, a même exprimé sa mauvaise humeur contre certains réseaux sociaux trop critiques à l'égard de la gestion pagailleuse et désastreuse de la pandémie par le gouvernement français. Celui-ci ne montre point la sérénité que devrait requérir la sortie d'une telle crise ; il semble plutôt qu'il cherche des boucs émissaires en vue des prochains règlements de comptes.

Le 11 mai, qui sera réellement déconfiné ? Dans le flou, on a pu comprendre que l'on déconfinerait d'abord les salariés et les usagers des transports locaux, à condition de respecter le port du masque et de ne pas se déplacer à plus de cent kilomètres de chez soi ! On se demande comment procéderont, aux heures de pointe, les brigades désignées à cet effet pour surveiller en région parisienne les millions de voyageurs masqués... Seront aussi déconfinés les magasins pas trop grands, les bureaux de tabac, les petites écoles, à condition d'être dans une zone verte (car les enfants que nous sommes demeurés ont besoin de couleurs : rouge, vert, et orange, pour se retrouver dans ce labyrinthe...) On remarquera cette précipitation à rouvrir les écoles maternelles et primaires ; on reconnaît bien là l'État maître d'école qui croit depuis 1793 que les enfants lui appartiennent, et qui s'effarouche que les parents aient pu reprendre leurs droits pendant les semaines de confinement. Des semaines pendant lesquelles leur progéniture a pu échapper au bourrage de crânes de l'enseignement laïque...

Plus tard, après le 2 juin, on déconfinera, si le virus n'est pas revenu, les plages, les parcs publics, les collèges et certains restaurants, mais pas tous ! Et l'on pourra sortir jusqu'à plus de cent kilomètres de chez soi, mais les vacances risquent d'être interdites à de nombreux Français.

Plus grave : rien n'est prévu par ce gouvernement sans foi ni loi pour l'assistance à la messe, qui ne sera possible que, plus tard, dans le courant du mois de juin... ! Cette décision soviétique donne toute la mesure de l'ignominie d'Emmanuel Macron, ce César au tout petit pied qui refuse de rendre à Dieu ce qui est à Dieu. Il devrait penser qu'il aura à rendre des comptes au jour du Jugement dernier pour les multiples âmes qu'il aura exposées à la perdition pendant de longs mois. D'autant plus que rien ne justifie cette nouvelle mise en quarantaine des catholiques : une église n'est pas un lieu à risque, c'est la maison de Dieu vainqueur de la mort ! Pendant l'épidémie de grippe espagnole qui causa 2,3 millions de morts en Europe occidentale, soit 0,5 % de la population, il y a un siècle, ce qui a permis à la France de résister moralement et spirituellement, ma mère s'en souvenait, ce fut que les églises fussent ouvertes tous les jours et que, chaque soir, des prières fussent récitées pour que Dieu écartât ce fléau. Mais allez faire comprendre cela à Emmanuel Macron, pour qui les Français ne sont que des ventres et n'ont aucun besoin de nourriture spirituelle !

QUAND LA SŒUR DE BHL NOUS CONSOLE DE L'ACTUALITÉ

Pour terminer, un mot qui vous fournira peut-être un peu de réconfort : il a été publié par *Media-Presse-Info* et émane de Véronique Lévy, sœur du fumeux Bernard-Henry Lévy ; on sait que, quand elle se convertit, en 2012, BHL dit avoir reçu cette nouvelle « *un petit peu comme la foudre* ».

C'est aujourd'hui Jacques Attali, un ami non moins nébuleux que son frère, qui attaque Véronique en la déclarant « *radicalisée* ». Elle lui répond du tac au tac dans un long message sur Facebook. Le premier prénom de Mademoiselle Lévy est Véronique, le même que celui de la sainte femme qui essuya les crachats sur le visage tuméfié de Notre-Seigneur ; son second prénom est Jeanne ; j'ai gardé le style un peu haletant de ce beau texte mystique. Les lectures de ce genre sont rares en ce moment : « *Jacques, Vous avez évoqué ma route comme un chemin perdu, celui d'une femme fragile manipulée par l'extrême droite identitaire anti-sioniste, la sœur de BHL, comme vous m'appellez, s'est radicalisée avec les intouchables [...]. Déjà, qui sait ? Je suis au Christ, Roi des juifs, de la terre et des Cieux ; au Seigneur désarmé et Nu, je suis dingue du Très-Haut Qui Se fit très bas et Se cacha dans la chair douce comme du lait d'une Vierge de Nazareth. Je suis de Sa famille, Jacques, j'ai retrouvé les miens : je suis chrétienne comme l'étaient déjà les prophètes, les poètes et les rois de l'Alliance native gravée dans la pierre de la Loi avant qu'elle ne se fit chair dans le Cœur de Sa miséricorde aux entrailles maternelles d'un Dieu d'Amour.*

Il faut que je vous confie un secret, oui, je vous l'offre comme le cadeau d'un départ, un présent pour la route, une chanson pour la vie, une berceuse pour traverser la mort : j'at-

tends mon amour, je L'attends, je L'attends, je guette Ses pas je L'attends. Mon corps est déchiré de la blessure de Sa Lumière et Sa lumière est une épée, la Vérité. Je L'ai épié dans le fin murmure d'un silence pénétrant comme le prophète Élie, je me languis de Sa Présence et je respire à la brise du soir le parfum de Son Souffle au fil tranchant de Son Verbe.

Mais Il Se cache... Et Se dévoile soudain dans le visage défiguré de ceux qu'on assassine sur un cri silencieux, les non-nés ou non-conçus encore et dont la voix se perd aux coulisses d'une vie exterminée in utero, ou bien labellisée aux laboratoires privés du triage génétique. Cri silencieux des germes d'hommes congelés aux chambres fortes du planning familial.

Mon Bien-Aimé m'appelle au secours aussi dans le sourire dépourvu de vieillards endormis de mort lente, de la « bonne mort », dites-vous, assistés médicalement dans les couloirs de la santé publique... Hélas il n'y a pas assez de lits et toutes les croix sont arrachées. Une mort sans croix, c'est une mort sans pourquoi, sans fenêtre ouverte, sans les bras du Ressuscité étreignant la solitude et la douleur pour les coloniser de Son éternité et de Sa Paix. Une mort à la sauvette, une mort honteuse, une mort qui se veut propre mais qui pue le chien crevé et les viscères ouvertes comme ces pauvres macchabés de l'université Paris Descartes qu'on a laissé pourrir et qu'on a profanés dans une haine de l'Homme qui ne croit plus au Ciel, qui n'espère plus programmant l'immortalité car il a peur de Son éternité.

JE SUIS DE FRANCE, COMME JEANNE

Jacques, je ne suis d'aucun parti, d'aucun clan, d'aucune tribu, je m'arracherai la peau avec le matricule anti-viral que vous voulez, vous, les marchands du temple de nos corps ; gravés dans notre chair à Son Image et à Sa ressemblance, nous fûmes créés et Son Visage est notre liberté je suis à mon Amour tout simplement et Il m'appelle toujours plus loin, en eaux profondes dans le silence des vies d'enfants jetées à la poubelle ou bien brûlées comme combustible dans les fours crématoires des hôpitaux anglo-saxons.

Et puis, je suis de France, car la France, voyez-vous, ce n'est pas la potée, les binious, les bérêts, la France, c'est le cœur d'une vierge aussi, une vierge qui dit oui à l'Archange saint Michel dans les clairières de sa Lorraine natale. La France, c'est une Annonciation qui se déploie, du Calvaire à Chinon, de Chinon à toujours, car sa mission à la France, c'est de chanter sur la plus haute branche avec saint Irénée et pour le monde entier : « la gloire de Dieu c'est l'Homme vivant ! »

Ces belles et fortes pensées nous éloignent heureusement pour un instant de l'actualité démoralisante. Espérons, « les desseins de Dieu sont impénétrables », que le destinataire de ce cri du cœur sera intellectuellement foudroyé. Et le frère de sa correspondante aussi !

Michel FROMENTOUX.

Louis Veuillot, flamboyant catholique romain

LOUIS VEUILLLOT (1813-1883) fut en son temps le défenseur le plus éclatant du catholicisme ultramontain en France, voire en Europe. Mais sa conception du catholicisme et de ses rapports avec la société et le pouvoir se révèle, à l'examen, plus subtile qu'on le penserait de prime abord.

LE PLUMITIF DOUÉ AU SERVICE DU POUVOIR

Louis Veuillot naît à Boynes, un village du Loiret, le 11 octobre 1813. Son père était un humble tonnelier qui s'établit à Paris en 1818. Louis ne reçut qu'une instruction rudimentaire qui, d'ailleurs, prit fin à treize ans, lorsqu'il dut travailler afin de cesser d'être une charge pour son père. Grâce à l'appui de prêtres sensibles à sa finesse d'esprit et à ses qualités de plume, il obtient un petit emploi dans le cabinet de M^e Jean Fortuné Delavigne, avoué et frère du poète Casimir Delavigne. Cette situation va se révéler une aubaine pour ce fils du peuple. En effet, le salon de cet avoué est fréquenté par des hommes de lettres, et les Delavigne, à partir de 1830, sont très en cour auprès des ministres de Louis-Philippe. Tous ces hommes du monde s'intéressent à ce garçon talentueux. Avec leur aide, il entre en contact avec Olivier Fulgence, homme de presse et éditeur, lequel le fait entrer à la rédaction de *L'Écho de la Seine-Inférieure*, un quotidien local au service du pouvoir. Là, ses dons de polémiste commencent à s'affirmer. Ils lui valent même deux duels au pistolet, d'où il se sort sans être ni blessé ni tué (et sans, d'ailleurs, avoir atteint ses adversaires). Le gouvernement décide alors de l'envoyer soutenir sa politique à Périgueux, au sein de l'équipe du *Mémorial de la Dordogne*. Sa plume incisive lui vaut un troisième duel, sans conséquence, comme les précédents. Elle lui vaut également un appui un peu inattendu, celui du général Bugeaud, député de la Dordogne. Le général est haï de l'opposition libérale. Les attaques contre lui pleuvent continuellement. Le jeune Veuillot s'offre alors le malin plaisir de prendre le contre-pied de l'opinion. Il brosse de Bugeaud un portrait flatteur, loue son sens du devoir, sa haute idée de sa mission militaire, et rappelle que les méthodes qui lui ont permis d'améliorer le rendement de ses exploitations agricoles, ont servi d'exemple à tous les agriculteurs de la Dordogne et du Bordelais. Le général est tout surpris, et presque heureux, de se découvrir un admirateur. Il invite Veuillot qui confirme la bonne impression qu'il avait de lui. En 1841, Bugeaud, devenu gouverneur

de l'Algérie, décide de se l'attacher comme secrétaire. Mais la bonne entente entre les deux hommes ne durera pas. Le rude soldat croyait avoir un collaborateur entreprenant et efficace. Or, Veuillot n'est rien de cela. Un bon secrétaire doit se montrer ordonné, méthodique, doué de présence d'esprit et de sens de l'à-propos. Or, en ce temps, Veuillot était désordonné, distrait et dépourvu d'esprit d'initiative. Il multiplia les bourdes, les oublis et les conséquences fâcheuses de son cafouillage. Militaire sanguin et coléreux, Bugeaud ne tarda pas à s'emporter contre ce secrétaire jugé incapable. Du reste, il ne mit pas longtemps à s'apercevoir de ce qu'il jugeait être la superficialité intellectuelle et politique de Veuillot. Déçu, il le renvoya en France, le jugeant ainsi : « *Ce n'est qu'un pamphlétaire, et voilà tout.* » Veuillot devait s'étoffer avec les années ; mais il reste vrai que son principal talent fut celui d'un pamphlétaire, d'un polémiste, et non d'un homme d'action ou d'un théoricien. Ayant regagné Paris, il collabore à des feuilles à la solde du régime, comme *La Charte de 1830*⁽¹⁾ et *La Paix*.

LA CONVERSION ET SES CONSÉQUENCES

Mais un événement allait changer le cours de sa vie en le révélant à lui-même. Olivier Fulgence, converti depuis peu au catholicisme intransigent, décide d'effectuer un séjour à Rome. Il convainc Veuillot de l'accompagner. Les deux hommes se rendent donc dans la Ville éternelle où ils rencontrent le vieux pape Grégoire XVI, lui aussi catholique sans concession. Veuillot trouve là son chemin de Damas. Les cathédrales romaines, les offices religieux, les propos du pape lui sont une révélation. On peut presque affirmer qu'il ressent alors, en 1838, ce que ressentira le soir de Noël 1886, à Notre-Dame de Paris, Paul Claudel, et qui décidera d'une conversion désormais invincible⁽²⁾. Il s'est découvert une mission : celle d'un croisé moderne, d'un défenseur inconditionnel de la foi et de l'Église. Jusqu'alors, son choix politique procédait de son seul intérêt. Désormais, l'appui qu'il apportera à un régime dépendra de l'attitude de ce dernier vis-à-vis de la religion. Or, la monarchie de Juillet, dont il était jusqu'alors un courtisan, n'a rien d'un modèle, à cet égard. Elle se fonde sur

1. Où il entre grâce à l'appui ferme de Guizot.
2. Il se confessa alors au père jésuite Rosaven. Plus tard, Veuillot relatera les circonstances de sa conversion dans un récit autobiographique intitulé *Rome et Lorette* (1845).

les principes libéraux de la Révolution, a été instaurée par une bourgeoisie voltairienne, celle des Périer, Thiers, Barthe et autres Cousin et Villemain, a privé le catholicisme de son statut de religion d'État, tient l'Église en lisière, et interdit au clergé toute activité d'enseignement. D'adulateur du régime qu'il était, Veuillot devient critique, sinon adversaire à proprement parler. Se lançant dans la grande controverse du temps sur la question de la liberté de l'enseignement, il va prendre parti en faveur de la liberté, pour les catholiques, d'ouvrir des établissements d'enseignement libres. Sa tribune sera le quotidien *L'Univers*, fondé en novembre 1834 par l'abbé Migne, puis renfloué et dirigé, à partir de 1838, par Montalembert, qui ambitionne d'en faire l'organe d'un grand parti catholique.

LE CATHOLIQUE DE CHOC

Veuillot intègre l'équipe de *L'Univers* en 1842. En 1843, il y publie une « *Lettre à M. Villemain, ministre de l'Instruction publique sur la liberté de l'enseignement* ». Puis, en 1844, il prend la défense de l'abbé Combalot, condamné pour sa brochure *Mémoire sur la guerre faite à l'Église et à la société par le monopole universitaire*⁽³⁾. Cette audace vaudra à Veuillot de passer un mois à la prison de la Conciergerie.

Sa carrière de polémiste est lancée. Mais le parfum de scandale qu'elle répand sur *L'Univers* indispose Montalembert, opposant très modéré, et libéral en religion comme en politique. Montalembert ne se reconnaît pas, à moins dire, dans les attaques violentes de Veuillot contre le pouvoir, même si elles sont faites au nom de la liberté de l'enseignement, cheval de bataille de tous les catholiques. Aussi écarte-t-il le bouillant journaliste de la rédaction du quotidien. Veuillot divise alors les catholiques : les plus traditionalistes, autour de l'abbé Pie, Mgr Gousset, Blanc de Saint-Bonnet, le soutiennent, les libéraux, menés par Montalembert, Lacordaire, l'abbé Dupanloup, le critiquent. Et, bien qu'il s'abstienne de tout engagement partisan, il est estimé des légitimistes, et désormais détesté des hommes de la monarchie de Juillet, qui lui avaient pourtant mis le pied à l'étrier.

LE RÊVE D'UNE RÉPUBLIQUE D'INSPIRATION CATHOLIQUE

Cependant, sa disgrâce à *L'Univers* n'aura qu'un temps. Montalembert s'aperçoit vite que son journal a beaucoup perdu en se privant de Veuillot. De plus, il durcit son opposition en raison du refus persistant du pouvoir de mettre fin au monopole scolaire de l'Université. Il réintègre donc Veuillot en 1845. Pendant environ trois ans et demi, les deux hommes — tous deux jeunes et de la même génération⁽⁴⁾ — l'un catholique libéral, l'autre ultramontain, vont plaider de concert la cause de la liberté de l'enseignement, voire de la liberté tout court. Malgré leurs différences, ils s'accordent à penser que, pour (re)gagner l'adhésion des masses,

3. L'abbé venait d'être condamné à 4000 francs d'amende et à deux semaines de détention.
4. Montalembert est né le 15 avril 1810, et Veuillot le 11 octobre 1813.

la religion catholique doit dissocier sa cause de celle de la monarchie, que cette dernière soit contre-révolutionnaire ou constitutionnelle. L'autel doit se séparer du trône. Mieux, demandeuse de la liberté de l'enseignement, la religion doit épouser la cause de la liberté elle-même, sous tous ses aspects. En confluant au grand souffle de la liberté, elle deviendra l'âme de l'humanité marchant, suivant les principes mêmes du christianisme, vers la justice. Telle avait été la conviction de Montalembert en 1830, qu'il partageait avec Lamennais (venu de l'ultramontanisme), Lacordaire, l'abbé Gerbet et l'équipe de *L'Avenir*. La condamnation du pape (encyclique *Mirari vos* du 15 août 1832), la révolte ouverte puis l'apostasie de Lamennais, le heurt avec la dure réalité, avaient atténué son ardeur, mais sans l'amener à renoncer à ses idées. Il avait essayé de défendre la liberté (et, avant tout, celle de l'Église) dans le cadre de la monarchie de Juillet ; mais son échec l'avait à nouveau rapproché des défenseurs intransigents de la liberté, souvent séduits par l'idéal républicain.

Depuis sa conversion de 1838, Veuillot a connu un cheminement semblable. Naguère conservateur, il lui apparaît, désormais, que l'Église a intérêt à mêler sa cause à celle de ceux qui, en politique, défendent la liberté sans restrictions, et réclament donc l'élection des dirigeants au suffrage universel, garant de la liberté du peuple. La monarchie de Juillet essaie en vain de conte-

nir et figer en son juste milieu le grand mouvement libéral que rien n'arrêtera, et dont l'Église peut tirer avantage si elle abandonne ce régime qui lui refuse la liberté scolaire. Selon Veuillot, les catholiques doivent donc opter pour la république et la démocratie, qui lui apporteront cette liberté tant demandée, et dont elle deviendra le guide spirituel. Veuillot déclare en 1844 : « *Si nous l'emportons, l'Église, alors, cette maîtresse des âmes, adoptant avec amour des institutions qui lui permettront de remplir le but éternel qu'elle poursuit à travers toutes les formes sociales, tire de ces vieilles vérités des fruits et des bienfaits nouveaux ; elle applique au mécanisme politique ce ressort de la vertu dont peut, moins que tout autre, se passer un peuple qui veut être libre ; et comme elle a discipliné le pouvoir anarchique et barbare, elle règle, elle ordonne l'immense mouvement de la démocratie. C'est la révolution pacifique, le passage heureux de l'état de fièvre et de torpeur à l'état de tranquille activité.* » Montalembert ne pense pas autrement. En 1846, Veuillot va jusqu'à écrire : « *Nous l'avons dit et nous le répétons : une ère nouvelle commence, fruit des longues révolutions qui nous ont agités ; la démocratie s'élève et*



D.R.

RIVAROL

19 avenue d'Italie 75013 Paris
Tél. : 06-40-87-72-79

Correspondance seulement

(Une permanence téléphonique est assurée le lundi et le mardi de 10h à 17h et le vendredi de 10h à 14h.)

www.rivarol.com et

www.boutique-rivarol.com

Rédaction : jeromebourbon@yahoo.fr

Administration : contact@rivarol.com

Hebdomadaire créé le jeudi 18 janvier 1951

FONDATEUR : René MALLIAVIN

(1896-1970)

Directeur de la publication et de la rédaction,
éditorialiste (depuis février 2010) :

Fabrice Jérôme BOURBON

E. U. R. L. « Editions des Tuileries », au capital de 51000 euros pour 99 ans, à partir du 20 mai 1949. Imprimerie : Paris Offset Print (POP) 30 rue Raspail, 93120 La Courneuve. — Dépôt légal : à parution — Gérant et associé : Fabrice Bourbon.

CPPAP n°0223 C 82763, ISSN n°0035 56 66.

ABONNEMENTS : 2 ans : 215 euros — 1 an : 125 euros — 6 mois : 70 euros — 3 mois : 40 euros —

soutien : 175 euros — propagande : 210 euros — 1 an (chômeurs, étudiants, lycéens, personnes en grande difficulté, ecclésiastiques et religieux) : 100 euros — Abonnement à vie à RIVAROL : 2 000 euros — Abonnement à vie à RIVAROL et à *Ecrits de Paris* : 3 000 euros.

ABONNEMENTS PAR PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE : 12 euros par mois (il suffit de nous envoyer un IBAN et votre adresse postale complète).

ABONNEMENT NUMÉRIQUE 1 an : 80 euros (créer un compte sur le site <www.boutique-rivarol.com> ou prévenez-nous en envoyant un courriel).

ETRANGER : 1 an : 140 euros — 6 mois : 80 euros.

Supplément par avion : 24 euros pour un an et 12 euros pour 6 mois.

Pour tout changement d'adresse, joindre 2 euros et la dernière bande (ou indiquer l'ancienne adresse). Ecrire nom et adresse en CAPITALES. Délai dix jours.

Règlement par chèque établi sur une banque domiciliée en France, à l'ordre d'Éditions des Tuileries ou virement à notre compte : La Banque postale IBAN : FR33 2004 1000 0104 5321 9K02 048 (BIC : PSSTFR PPPAR)

l'Église est là, comme la mère auprès du berceau. Elle protège cet enfant qui a tant d'ennemis, elle essaie d'éclairer ce prince qui a tant de flatteurs. » L'Église sera la mère et l'éducatrice de la démocratie : « Elle saura faire maintenant un ordre nouveau avec la démocratie : elle baptisera cette héroïne sauvage, elle imprimera sur son front le sceau de la consécration divine et lui dira : règne ! et elle régnera ! ». C'était se faire bien des illusions, celles de Montalembert, de Lamennais, de Lacordaire, puis, plus tard, du *Sillon* et de toute la mouvance démocrate-chrétienne.

Aussi Veillot salue-t-il l'avènement de la République, en février 1848. Il écrit alors à un curé d'Arras : « Nous sommes les pionniers d'une civilisation nouvelle et d'un monde nouveau. Nous défricherons le sol à la sueur de notre front, mais nos enfants y circuleront à l'aise. La révolution de 1789 et celle de 1830 ont été plus favorables que nuisibles à la cause de l'Église. J'espère qu'il en sera de même de celle de 1848. » Peu de temps après, grâce à l'appui de Montalembert, qui l'avait écarté trois ans plus tôt, Veillot devient rédacteur en chef de *L'Univers*⁽⁵⁾.

LA DÉCEPTION RÉPUBLICAINE ET LE REPLI CONSERVATEUR

Il ne tarde pas à déchanter. Certes, le clergé accueille avec bienveillance le nouveau régime, et nombre de prêtres bénissent des « arbres de la liberté ». De plus, les nouveaux maîtres ne sont pas anticléricaux, et Lamartine place même le catholicisme à la base de son choix républicain. Mais la lune de miel entre l'Église et la République, tant espérée par Veillot et Montalembert, ne se produit pas. S'il n'est pas anticlérical, le régime ne manifeste cependant aucune inclination catholique et n'entend pas subir l'ascendant de l'Église. De plus, bien des hommes d'Église, après avoir succombé aux sirènes menaisiennes et montalembertiennes, se dégrisent à l'épreuve du réel, et retournent aux positions conservatrices habituelles de l'Église. D'autant plus qu'avec la fièvre socialiste, entretenue par les Ateliers nationaux, et la grande manifestation populaire du 15 mai, la République semble menacée de radicalisation et de dérive insurrectionnelle. Par ailleurs, le pape Pie IX a, lors du consistoire du 29 avril, refusé d'aider les peuples italiens en lutte contre l'Autriche et rappelé le devoir d'obéissance des premiers à l'égard de leurs souverains. Enfin, c'est le choc des révoltes ouvrières de juin, au cours desquelles Mgr Affre, archevêque de Paris, tombe sous les balles des combattants⁽⁶⁾. Les clercs se rallient au parti de l'Ordre et à

Louis-Napoléon Bonaparte. Montalembert et son « parti catholique » suivent le mouvement ; Veillot les imite.

Cependant, il reste un catholique intransigeant. Aussi, tandis que Montalembert et Mgr Dupanloup participent à la commission ministérielle qui accouche de la loi *Falloux* (15 mars 1850) sur la réorganisation de l'enseignement, Veillot, comme Lacordaire⁽⁷⁾, ne se satisfait pas de cette loi qui, si elle institue la liberté scolaire, ne laisse pas moins subsister l'Université, avec sa prépondérance de fait. Veillot se rallie à l'Empire, d'autant plus que Bonaparte se montre alors le défenseur dévoué des États pontificaux, et à l'Église, dont il recherche l'appui. Mais le régime évolue. À partir de 1859, Napoléon III décide d'abandonner dans le sens du grand mouvement des nationalités et de souveraineté des peuples, qui travaille l'Europe, et donc de soutenir le processus d'unification politique de l'Italie au détriment des États de l'Église, perçus comme une survivance anachronique⁽⁸⁾. C'est une nouvelle déconvenue pour Veillot, comme pour Mgr Pie, ultramontain lui aussi, et pour Montalembert, catholique libéral. Comme eux, il s'oppose alors à l'empereur. Celui qu'il avait pris pour un « nouveau Charlemagne », défenseur de l'Europe chrétienne, lui apparaît désormais comme « un Louis-Philippe perfectionné » qui seconde la révolution ; et, bientôt, il estime « l'Église plus menacée qu'en 1848 ». Il publie, dans *L'Univers*, l'encyclique *Nullis certe verbis* du 19 janvier 1860, en laquelle le pape réaffirme ses droits de souverain temporel et condamne la recommandation que lui faisait Napoléon III d'y renoncer, au moins pour la plus grande partie. Napoléon III avait interdit la publication de ce texte. Offusqué par la bravade de Veillot, il interdit la diffusion de *L'Univers*. Ce grand organe catholique va ainsi disparaître pendant plus de sept ans. C'est un coup dur pour le camp catholique, toutes tendances confondues. Le journal avait conquis un très large public, aussi bien à l'étranger qu'en France. Veillot croule sous les lettres d'angoisse et de désolation. De nombreux catholiques ont l'impression de perdre leur journal, alors même qu'ils n'en partageaient pas tous, loin de là, les positions. Et ils ont le sentiment que *Le Correspondant*, trop intellectuel, trop racé, trop bourgeois, ne le remplacera pas. Veillot se consacre alors davantage à son activité d'écrivain. En 1860, il a déjà une assez belle carrière d'auteur, avec *Les Français en Algérie (l'Algérie heureuse)* (1841), suivi, plus tard de *Les Français en Algérie. Souvenirs d'un voyage fait en 1841* (1847), *Rome et Lorette* (1845), déjà cité, *Droit du seigneur au Moyen Âge* (1854), et *Le Parti catholique, réponse à M. le Comte de Falloux* (1856), en lequel il exposait sa conception ultramontaine et traditionaliste du catholicisme, face aux catholiques libéraux. Suivront *Ça et là* (1860), *Waterloo* (1861) et surtout *Le parfum de Rome* (1862), en deux tomes, série de diverses réflexions sur la Rome des papes, les papes eux-mêmes, leurs palais, leurs conceptions religieuses et politiques, l'histoire et la situation présente de l'Église, les revendications des catholiques, etc.. En réponse à *La Vie de Jésus* de Renan (1863), biographie très profane, naturaliste et aréligieuse du Christ, il donne, dès 1864, *La Vie de Notre-Seigneur Jésus-Christ*, beaucoup plus conforme à la vision catholique, donc surnaturelle et divine du Messie. Le succès de cet ouvrage sera très grand et rassérènera tout le camp catholique. Deux de ses livres, parus en 1866, seront promis à une postérité durable : *L'Illu-*

sion libérale, condamnation définitive du libéralisme tant religieux que politique, où il déclare : « Suivre le courant, c'est à quoi se résument ces fameuses inventions et ces grandes fiertés du libéralisme catholique. Et pourquoi donc suivre le courant ? Nous sommes nés, nous sommes baptisés, nous sommes sacrés pour remonter le courant. » ; et *Les Odeurs de Paris*, critique du monde littéraire, artistique, journalistique, politique, philosophique, de Paris sous le Second Empire. Ce livre a longtemps été le plus connu de sa production.

Veillot approuve l'encyclique *Quanta cura* et le Syllabus, publiés le 8 décembre 1864, en lesquels Pie IX condamne les erreurs majeures du temps : panthéisme, rationalisme⁽⁹⁾, laïcisation des mœurs et des institutions, indifférentisme, panthéisme, déisme, athéisme.

Il avait manifesté sa déception à l'encontre de l'évolution libérale du régime impérial, qui s'était traduite notamment par l'abandon de la cause des États pontificaux et le soutien au processus d'unification politique de l'Italie. Pourtant, cette évolution va lui être favorable, puisque Napoléon III lève son interdiction de parution de *L'Univers*. Celui-ci reparait donc le 15 janvier 1867, et Veillot y retrouve toute sa place. Il persiste dans sa critique du libéralisme et proteste contre le démembrement des États pontificaux, désormais réduits aux territoires de Rome et alentours. Durant le concile œcuménique du Vatican, tenu du 8 décembre 1869 au 20 septembre 1870, il rencontre le pape et défend vigoureusement le dogme de l'Infaillibilité pontificale en matière de foi, qui sera proclamé le 18 juillet 1870. Mais c'est avec un pincement de cœur qu'il apprend, deux mois plus tard, l'annexion de Rome par les troupes du royaume d'Italie.

Entre ces deux événements romains, un tragique événement met la France à terre : la guerre contre la Prusse, laquelle se traduit par une défaite aussi rapide qu'humiliante, et la chute du régime impérial, le 4 septembre 1870. Veillot se rallie d'emblée à la République, en laquelle il se remet à espérer. L'occasion lui semble venue d'édifier une république démocratique et catholique. Comme en 1848, il rêve de (ré) concilier Dieu et Marianne, les valeurs républicaines et celles du christianisme, l'autel et, non pas le trône, mais l'urne démocratique, la France de l'Ancien Régime et celle issue de 1789. Cette union des deux France lui tient tant à cœur qu'en janvier 1871, il propose une constitution suivant laquelle la République aurait, à sa tête, un régent, en l'occurrence le comte de Chambord, prétendant au trône.

LE CHOIX LÉGITIMISTE

Une fois de plus, son rêve va se fracasser contre la dure réalité. Nul ne prend ce projet au sérieux. Les ultramontains, tels Mgr Pie ou Blanc de Saint-Bonnet, sont légitimistes et souhaitent le rétablissement d'une monarchie fondée sur des valeurs opposées à celles de la république. Inversement, les républicains convaincus, eux, sont libres-penseurs et anticléricaux. Entre ces deux tendances, les libéraux de tout poil, souvent orléanistes, les attentistes et les républicains de raison, entendent tenir la religion hors de l'État. Or, ce sont eux qui exercent le pouvoir, avec, à leur tête, le voltairien Thiers. Le paysage politique n'annonce donc en rien

l'avènement de la république chrétienne rêvée par Veillot. Par ailleurs, à Rome, le pape, dépouillé de ses États et « prisonnier » en son palais du Vatican, abandonné de toute l'Europe, se cherche désespérément des appuis, et entend donc se concilier la France, malgré la situation désastreuse de cette dernière. Aussi réproprime-t-il les critiques adressées par *L'Univers* au gouvernement de Thiers. Et, en une allocution, le 13 avril 1872, s'il fustige l'existence, en France, d'un « parti » défiant envers l'Église, il rabroue « un autre parti opposé, lequel ignore totalement les lois de la charité », allusion claire, quoique non explicite, à la mouvance ultramontaine incarnée par Veillot. Ce dernier, mortifié, demande des explications au souverain Pontife, qui lui répond par un bref du 25 mai où il déplore, chez son interlocuteur, « ce zèle étranger à la charité catholique ». Veillot gardera à l'âme des traces de la meurtrissure que lui a infligée la remontrance de Pie IX. Il demeurera cependant un catholique intégral, défenseur des droits de l'Église, hostile au libéralisme, contempteur des idées, des mœurs, de la société et des institutions modernes, défenseur de l'enseignement confessionnel. Et, enfin, abandonnant tout espoir de fondation d'une république chrétienne, il opte en faveur de la restauration de la monarchie bourbonnienne, et intègre donc le camp légitimiste. Choix pertinent, puisque c'est parmi les légitimistes, et non les orléanistes, les bonapartistes ou les républicains, que l'on trouve les catholiques traditionalistes et ultramontains. Veillot découvre donc un peu tard sa véritable famille politique. Entrant en relations avec le comte de Chambord, il défendra la cause légitimiste, corollairement aux droits de l'Église et du pape, jusqu'à son décès, survenu à Paris le 7 mars 1883.

Son frère Eugène (1818-1905), fidèle collaborateur durant des décennies, dirigea seul *L'Univers*, qui disparut en 1919. Il eut deux fils, également journalistes, Pierre (1859-1907) et François (1870-1952), qui dirigèrent également *L'Univers*⁽¹⁰⁾.

Assurément, Louis Veillot a été un phare du catholicisme français au XIX^e siècle. Le côté intégral, exclusif, sans concession, de sa conception du christianisme est édifiant. Ne voulant connaître que les droits de Dieu, du pape et de l'Église, attentif à les soustraire à tout pouvoir politique susceptible de les méconnaître, de les violer ou de les compromettre, sans cesse à la recherche du régime apte à les concilier avec les réalités temporelles et les aspirations des hommes, il fut amené, très tôt, à dissocier leur cause de celle de la monarchie, qu'il estimait perdue, et s'efforça de l'accorder à celle de la République, puis de l'Empire, puis encore une fois, de la République, qu'il pensait pouvoir devenir chrétienne. Il s'en fallut de peu qu'il devint, notamment entre 1846 et 1848, puis entre 1870 et 1872, un Lamennais de droite. Sa fidélité continue à l'Église et au pape, son ultramontanisme, et son refus constant du libéralisme et de la modernité sous toutes ses formes, le préservèrent fort heureusement de cette déviation, et le conduisirent enfin, tardivement, au choix de la monarchie légitime et traditionnelle des Bourbons.

Personnage fascinant que ce flamboyant pèlerin dont le souci de pureté le mena parfois à l'erreur (voir ses illusions répétées sur la République), mais que l'exactitude de sa foi et sa soumission à l'Église sauvèrent toujours.

Paul-André DELORME.

10. Le fils de François, Pierre (1913-1968) embrassa la carrière ecclésiastique et fut successivement évêque d'Angers (1859), évêque coadjuteur de Paris (1966), puis cardinal (1967).

5. Il en deviendra un des directeurs avec son frère Eugène et diverses personnalités de la finance, dont celles de la banque de l'*Union générale*.

6. Il est d'ailleurs très vraisemblable que le prélat ait été tué (involontairement) par des balles de soldats, et non par des insurgés.

Comment trouver RIVAROL en kiosques ?

Sur la page accueil de notre site www.rivarol.com, cliquez sur l'onglet « Points de vente » et vous aurez ainsi accès à l'intégralité des points de vente actualisés de RIVAROL dans toute la France, classés par département. Vous pourrez ainsi trouver plus facilement l'hebdomadaire de l'opposition nationale près de chez vous.

Diên Biên Phu, défaite de l'empire et de l'homme blanc



**par
Hannibal**

Diên Biên Phu est tombée le 7 mai 1954. J'avais trois ans, c'est trop petit pour pleurer. Depuis j'ai lu à m'en étouffer de chagrin. Il y a peu est passé à la télévision le film qu'en a tiré Schöndorfer, l'auteur

de l'immortelle 317ème section. Célébrons l'anniversaire.

Evacuons les controverses classiques : qui perdit la bataille, quand ? Les historiens militaires sont aussi nombreux que les piliers de bars et leurs opinions aussi variées. Pour commencer, quand fut perdue la guerre d'Indochine ? Certains disent à Genève par Mendès France, d'autres en 1946 lors de la négociation manquée avec Hô Chi Minh, d'autres encore quand la Chine devint communiste en 1949, ou sur le RC4 en 1950, et bien sûr à Diên Biên Phu. Non : la guerre d'Indochine fut perdue avant d'avoir commencé, le 9 mars 1945. Administrateur hors pair et grand diplomate, l'amiral Decoux avait maintenu l'autorité française : la sottise de certains gaullistes et la trahison des Japonais la balayèrent en une nuit, avec le massacre de nos garnisons et la mise en prison des fonctionnaires civils. La France perdit la face. Or, les peuples d'Indochine n'avaient accepté sa tutelle que parce qu'elle avait à leurs yeux le mandat du ciel. Quand elle en fut privée, des révoltes qui n'avaient pas abouti jusqu'alors devinrent une révolution puissante, avec l'aide d'empires jaloux, la Chine, l'URSS et les Etats-Unis d'Amérique.

Qui a perdu la bataille de Diên Biên Phu ? Le colonel Christian de Castries, qui commandait le camp. Et le général Henri Navarre, puisqu'il commandait en chef. On s'est assez moqué de sa stratégie, aller livrer bataille dans une cuvette à trois cents kilomètres d'Hanoï, sa base arrière, sans communications terrestres ! Soit. Mais le Viêt Minh était à six cents kilomètres de la sienne. Les Japonais avaient établi à Diên Biên Phu pendant la Seconde Guerre mondiale une base aérienne dont il suffit de rafraîchir la piste et le général viêt Giap estimait "*capital*" de tenir cette position. Située à la triple frontière du Viêt Nam, de la Chine et du Laos, elle verrouille l'accès au Laos, comme le gouvernement français avait demandé à Navarre de le faire. La plaine de Diên Biên Phu est la plus étendue du Nord-Ouest du Tonkin (17 km sur 12) et le camp retranché installa ses points d'appuis sur des collines. L'armée donna des prénoms féminins à ces mamelons, de même qu'elle choisit pour acronyme du camp GONO (groupement opérationnel du Nord-Ouest), qui rappelle gonocoque : telle est notre poésie militaire. J'ai gravi les marches qui mènent au monument viêt du souvenir : ça grimpe dur. Les crêtes qui entourent la plaine sont loin, l'ensemble n'a pas les proportions du « pot de chambre » dénoncé.

Navarre fondait sa stratégie sur le succès d'un camp retranché ("*hérisson*") plus petit, installé l'an d'avant par son prédécesseur Salan à Na San, que Giap avait violemment attaqué avant de se retirer en perdant une division. Des stratégies ont relevé qu'à Na San les points d'appuis s'épaulaient, alors qu'à Diên Biên Phu ils étaient trop éloignés, celui du sud, Isabelle, se trouvant vite coupé des autres. Quand on n'aime pas, on ne compte pas les arguments : la petite cuvette devient trop grande pour les besoins de la controverse.

Tombée le 7 mai, quand Diên Biên Phu fut-elle perdue ? Le 14 mars 1954, quand le point d'appui protégeant la piste d'aviation à l'est, Béatrice, pris en une nuit, ne fait l'objet d'aucune contre-attaque, alors que le patron de la défense centrale, le lieutenant colonel Gaucher, seul officier supérieur qui connaisse le terrain, a été tué avec son état-major dans son PC d'un coup de 105 au but ? Ou le 15 mars quand Gabrielle, qui gardait la piste au nord avec ses tirailleurs, est prise sans que la



(Dessin de Chard)

contre-attaque puisse aboutir ? Et qu'Anne Marie, à l'ouest, est abandonnée au Viêt Minh par un bataillon thaï qui se débande ? Et que le colonel Piroth, patron de l'artillerie du camp se suicide ? La réalité apparaît : Diên Biên Phu est indéfendable parce qu'elle est sous le feu direct de canons tirant de leurs casemates installées sur le flanc ouest des montagnes situées à l'est. Piroth ne peut les faire taire. Toute l'organisation du camp en devient inopérante : le réseau de communications est à ciel ouvert, les abris, non fortifiés, n'abritent rien, et la piste d'aviation sera bientôt impraticable : nul avion n'en repartira après le 28 mars. Cela signifie qu'aucune unité ne sera mise au repos, et que tout, renforts, munitions, vivres, sera parachuté. Diên Biên Phu sera Verdun sans la voie sacrée, ni la relève, ni les forts. Un stand de tir pour le Viêt Minh.

Ce cauchemar, nul ne s'en doutait quinze jours avant. Il y avait quand même là-bas quelques belles unités et des officiers de légende. Avec un chef flamboyant sous son calot rouge, le colonel Christian de Castries, de vieille famille militaire, qui après une jeunesse équestre (record de saut sur *Vol au vent* et sur *Tenace*) s'était distingué avec ses chars au Garigliano, en Alsace, en Allemagne. Il y avait d'ailleurs des chars pour manœuvrer en appui des patrouilles et des unités de reconnaissance. Une artillerie pour écraser le Viêt. Et une aviation pour éclairer et appuyer tout ça H24, sur place, en sus des grosses unités d'Hanoï. Impressionnant. Des dizaines de visiteurs, ministres, américains et généraux en sont revenus admiratifs ou critiques mais jamais vraiment inquiets. Ceux qui se sont déguisés en Cassandre après coup n'ont pas dénoncé le danger sur le moment. Après son passage, René Pleven, le ministre des Armées, résumait à sa façon l'opinion générale : « *Il n'y a pas de problème militaire en Indochine, il y a un problème politique* ».

En fait, comme la guerre d'Indochine, la bataille de Diên Biên Phu était perdue avant de commencer. C'est une défaite du Renseignement français. On a épilogué sur l'absence de contre-attaque sur Béatrice, sur les bisbilles qui opposaient Navarre, le commandant en chef à Cogny, patron opérationnel du Tonkin : s'ils s'étaient entendus, Castries aurait disposé de réserves fraîches pour rétablir la situation. Si... La vérité est que personne n'a prévu la réalité, une artillerie inexpugnable tirant directement sur les positions françaises, et quatre divisions viets pour interdire toute manœuvre. Cette écrasante supériorité détermina la victoire viêt. Diên Biên Phu fut une bataille de l'information et de la logistique. Navarre n'a rien su à temps de la puissance de Giap qui rendit son plan, séduisant sur le papier, injouable.

Paradoxe, cet homme de renseignement fut sourd et aveugle, et cet homme d'état-major n'a rien su de la logistique adverse. Cela aurait sans doute pu être évité si les Français n'avaient laissé Giap nettoyer les maquis de haute région qui avaient rendu Na San possible. Les peuples du Nord-Ouest du Tonkin, parmi d'autres, haïssaient l'envahisseur viêt et avaient formé des maquis soutenus par nos forces spéciales, qui observaient les unités viêt minh et guidaient les françaises. Or, au lieu de les renforcer, Cogny les laissa bousculer, pourchasser, éliminer, de l'automne 1953 au printemps 1954, ce qui rendit l'armée viêt

invisible aux Français. Certains maquis continuèrent le combat jusqu'en 1957. Le Viêt minh et l'armée chinoise furent impitoyables. Mais on n'était pas à Tien An Men, ça n'a intéressé personne.

Qui a perdu Diên Biên Phu ? Navarre, entendu, mais quid de Cogny ? Il a grogné pour se couvrir, parlé aux journalistes, mais il a marché. Pire, sous couleur de ne pas dégarnir le Delta et Hanoï, il a truffé la garnison de troupes médiocres qui ont lâché et se sont terrées au bord de la rivière, les combattants les nommèrent « rats de la Nam Youn ». En fait, Diên Biên Phu fut une énorme erreur de distribution.

On a mis des parachutistes dans des boyaux. On a immobilisé des tirailleurs nord-africains à l'aise dans la charge. On a bloqué sous le feu des canons des Thaïs habiles à la guérilla en jungle. Et pour commander tout ça, on a mis Castries, brillant cavalier ! Le général Gilles, qui commandait Na San, s'était pourtant plaint d'avoir souffert « *six mois dans un trou à rat* » ! Quant à Navarre, il n'était jamais venu en Indochine. On lui a demandé de se "*dévouer*". Or, le corps expéditionnaire français était malade, fatigué, rarement relevé et son matériel, tiré des surplus américains, s'usait, l'aviation surtout, il devenait inférieur à l'armée viêt minh, aguerrie au contraire par huit ans de guerre et armée par les Chinois et les Soviétiques.

Les missions imposées à Navarre ne pouvaient donc être remplies. En plus, à toute demande de renfort, la réponse fut non. Jérôme Kanapa, petit-fils de banquier juif et fils de membre du comité central du PC, a signé avec Jean Lacouture, l'un des hommes du *Monde* qui devait se réjouir en 1975 de la "*libération*" de Phnom Penh par les Khmers rouges, un film intitulé : *la république est morte à Diên Biên Phu*. Disons plutôt que la Quatrième République a tué Diên Biên Phu et ses défenseurs. Elle n'avait d'ailleurs jamais su pourquoi elle les envoyait se battre. A la fin, ce fut l'indépendance du Viêt Nam, dont le bénéficiaire, Bao Day, ne semblait pas très chaud, faute d'un protecteur solide. En fait, il importait moins de gagner la guerre que de ne pas perdre la bataille pour négocier dans de bonnes conditions.

Seuls deux antagonistes eurent une ligne claire. Le Parti communiste, qui voulait la défaite de la France, y contribua et inventa pour se justifier l'expression « *sale guerre* », un comble quand son champion, le Viêt Minh, multipliait les crimes les plus atroces. Traître en 1939, le PC fut traître de 1946 à 1954 comme il le serait pendant la guerre d'Algérie. Diên Biên Phu fut sa victoire. Symboliquement, les députés PC refusèrent de se lever quand l'assemblée nationale observa une minute de silence le sept mai à la mémoire de nos combattants. Le PC avait saboté les armes des Français, attaqué leurs blessés. Un de ses militants, Boudarel, devenu commissaire politique dans un camp, torturait ses prisonniers. Ses amis viêts, la France partie, liquidèrent ce qui leur résistait et soumièrent atrocement le reste, imposant partout leur barbarie. De l'autre côté, il y eut Jean de Lattre. Dans un discours adressé en 1950 aux élèves du lycée français de Saïgon, il a désigné l'objectif, la liberté, et l'ennemi, le communisme. Et affirmé le désintéressement de cette croisade. Beaucoup de militaires français et indochinois y crurent. Cela ne leur a dans l'ensemble pas porté bonheur.

Qu'est-ce qui est mort à Diên Biên Phu ? L'empire, bien sûr, le passé. Castries avait été spahi, son adjoint Langlais méhariste. L'Union française utilisa dans la cuvette 17 nationalités de combattants. Il y avait de tout, basques, bretons, catalans, ch'tis, marseillais, alsaciens, laotiens, cambodgiens, cochinchinois, annamites, tonkinois, blancs, jaunes, noirs, bruns, Hmongs, Kas, Sénégalais, Guinéens, Allemands, Hongrois, arabes, juifs, anciens de la Wehrmacht et des brigades internationales, maurassiens, résistants, FTP, anciens de l'armée d'Afrique, bref, une sorte de Vivre ensemble 1.0. Tous les gars du monde se don-

naient la main pour l'aventure, la piastre et la liberté. Pour la France. Ça a marché un peu. Dans l'enfer de Diên Biên Phu, une part de la diversité a lâché pied, mais parmi les volontaires pour sauter à la fin, il y avait encore 150 Vietnamiens et 400 Nord-Africains.

Cependant les contradictions de l'Union française furent trop fortes et le Viêt Minh les exploita. Les parachutistes vietnamiens, faute de connaître d'autre chant de guerre, étaient montés au combat en entonnant la Marseillaise. C'était poignant. Suivant qui la chante et pour-quoi, la Marseillaise est la meilleure ou la pire des choses. En réponse, les Viêts eurent l'idée de diffuser pour briser le moral des défenseurs le chant des partisans : cela voulait dire qu'il n'y avait que des résistants des deux côtés. Ce début d'endoctrinement se développa dans les camps de prisonniers sur le thème : on vous a fait vous battre pour une mauvaise cause, le contraire de ce que vous êtes. Cela devait d'autant mieux marcher qu'on avait séparé la troupe des officiers, les de souche des Noirs et des Arabes. Cet enseignement porta des fruits. Des vaincus de Diên Biên Phu devinrent communistes ou cadres du FLN. A la libération des prisonniers, les légionnaires allemands eurent droit à une banderole customisée : « *Gute Reise, und rasche Heimkehr zu euren Lieben* ». Prompt retour vers vos amours ! Avec des trémas de fantaisie, à la vietnamienne.

Ce qui étonne aujourd'hui, c'est que Diên Biên Phu ait tenu si longtemps, alors que l'ennemi maîtrisait la place et son approvisionnement, comme la base russe de Port Arthur un demi-siècle avant. Et pour les mêmes raisons : d'un côté une tactique terrible et fruste, la submersion par le nombre, de l'autre un héroïsme imprévisible. Un officier russe de Port Arthur a raconté son angoisse devant la mer d'assaillants japonais qu'il canonisait à hausse zéro et qui a fini par s'épuiser à quelques mètres de sa batterie. Le 30 mars 1954, malgré les ordres de repli, le lieutenant Paul Brunbrouck fit la même chose sur la vague viêt qui investissait la position centrale et la força à refluer. Giap allait perdre 40 jours et des milliers de tués. Mais la barbarie avance : la garnison de Port Arthur eut droit aux honneurs de la guerre, celle de Diên Biên Phu à 700 kilomètres de marche, à la fin, à la torture, et les trois quarts n'en revinrent pas.

La victime, en 1954 comme en 1904, fut l'homme blanc. Le Vietminh utilisait une propagande raciste anti-blanche, de même que la Kampetai japonaise, dans la nuit du 9 mars 1945, massacra, au juger, tous les « longs nez », les blancs français. Fait notable, le Viêt Minh ne combattit pas l'armée du Mikado ni son idée de « *Grande Asie* ». Hô Chi Minh, impérialiste annamite et communiste, soumit l'Indochine à ce double totalitarisme. Des puritains imberbes purifièrent Babylone et ses trafics. Nos tiers-mondistes, pourris de haine de soi, applaudirent. Personne ne sait ce que sont devenues les filles de joie de Diên Biên Phu ni les prisonniers indochinois. La vertu rouge a ses secrets. Les cinquante-deux ethnies d'Indochine, dont la France fit un moment le bonheur et la liberté, sont aujourd'hui normalisées. "*Libérées*", c'est le mot officiel.

Je suis allé voir. L'agence de voyage était formelle : « *Vous serez émerveillés par votre rencontre avec les ethnies minoritaires* ». Si les Hmongs (Méos, disait-on alors) se sont battus jusqu'en 1957, les Thaïs ont, dans leur langage « *cédé devant l'éléphant* ». Celui-ci leur a fait payer cher leur égarement. L'air Chau, leur capitale, n'existe plus. Elle a été noyée sous les eaux du lac artificiel du barrage de Tabou et son nom donné à une autre ville, Tam Duong, beaucoup plus à l'est. Tabou, ça ne s'invente pas. La damnation de la mémoire est parfaite. Au bord de l'eau s'alignent les maisons tristes d'un nouveau village, Muong Lay, où pendent des drapeaux rouges. Façades fermées, personne devant. Pas de veine. La France est un amour dangereux. Rome a laissé des ruines qui ont fait l'Europe, nous n'aurons laissé que l'alphabet latin. Quand j'écris Diên Biên Phu, mon correcteur automatique, inlassablement, rectifie : Rien Bien Peu. Tout ça s'est passé voilà deux tiers de siècle. Beaucoup trop vieux pour pleurer.